

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

28 FÉVRIER 2012

La politique en matière d'intégration sociale et de lutte contre la pauvreté

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES SOCIALES
PAR
MME LIJNEN

I. INTRODUCTION

Au cours de sa réunion du 28 février 2012, la commission des Affaires sociales a donné à Mme Maggie De Block, secrétaire d'État à l'Asile, à l'Immigration et à l'Intégration sociale, l'occasion de présenter un exposé sur sa politique en matière d'intégration sociale et de lutte contre la pauvreté. La commission a ensuite procédé à un échange de vues sur cette matière.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

28 FEBRUARI 2012

Het beleid inzake maatschappelijke integratie en armoedebestrijding

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE SOCIALE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW LIJNEN

I. INLEIDING

Tijdens haar vergadering van 28 februari 2012 heeft de commissie voor de Sociale Aangelegenheden mevrouw Maggie De Block, staatssecretaris voor Asiel, Immigratie en Maatschappelijke Integratie, de gelegenheid gegeven om een uiteenzetting te houden over haar beleid inzake maatschappelijke integratie en armoedebestrijding. Vervolgens vond in de commissie een gedachtewisseling plaats over deze aangelegenheid.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Présidente / Voorzitster : Elke Sleurs.

Membres / Leden :

N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Louis Ide, Elke Sleurs.
PS	Christie Morreale, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel.
MR	Jacques Brotchi, Dominique Tilmans.
CD&V	Cindy Franssen, Rik Torfs.
sp.a	Fauzaya Talhaoui, Marleen Temmerman.
Open Vld	Nele Lijnen.
Vlaams Belang	Yves Buysse.
Écolo	Cécile Thibaut.
cdH	André du Bus de Warnaffe.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Inge Faes, Danny Pieters, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Hassan Boussetta, Philippe Mahoux, Muriel Targnion, Olga Zrihen.
François Bellot, Christine Defraigne, Gérard Deprez.
Dirk Claes, Sabine de Bethune, Peter Van Rompuy.
Bert Anciaux, Dalila Douifi.
Rik Daems, Guido De Padt.
Bart Laeremans, Anke Van dermeersch.
Marcel Cheron, Zakia Khattabi.
Francis Delpérée, Dimitri Fourny.

II. EXPOSÉ DE MME DE BLOCK, SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'ASILE, À L'IMMIGRATION ET À L'INTÉGRATION SOCIALE

Mme De Block entend articuler son travail autour de quatre priorités : l'activation, les enfants vivant dans la pauvreté, plus de CPAS sur le terrain et la lutte contre la fraude sociale.

Le défi est de taille. Conformément à la stratégie européenne, la politique mise en œuvre doit sortir 380 000 personnes de la pauvreté à l'horizon 2020. En Belgique, de manière générale, une personne sur sept risque actuellement de sombrer dans la pauvreté. Cette proportion passe à un sur cinq en ce qui concerne les mineurs.

La secrétaire d'État a défini trois groupes cibles prioritaires : les parents célibataires, les enfants vivant dans la pauvreté et les gens très éloignés du marché du travail.

En tant que secrétaire d'État, elle joue tout d'abord un rôle de coordination, dans le but d'aboutir à des résultats concrets par le biais d'une collaboration entre tous les services et toutes les compétences.

Mme De Block entend parvenir à des résultats concrets en articulant son action autour des quatre priorités précitées, qu'elle exposera chacune en détail.

1. Chacun doit être activé à son niveau

L'activation consiste à donner aux personnes une chance de trouver leur place sur le marché du travail. En l'occurrence, il s'agit par exemple d'une activation sur mesure sur le marché de l'emploi, par le biais d'un accompagnement intensif. Dans ce cadre, les intéressés peuvent être amenés à suivre des cours de langue, des formations ou des études, ou à participer à des projets d'expérience du travail.

Certaines personnes sont, temporairement ou définitivement, encore plus éloignées du marché du travail. Il importe que chacune d'elles bénéficie d'un accompagnement à son niveau, que ce soit par le biais de l'économie sociale, des ateliers protégés ou de projets financés par le Fonds social européen, ou encore en vertu de l'article 60, § 7, de la loi organique des CPAS. L'objectif est de réduire le fossé qui sépare ces personnes du marché de l'emploi et, à terme, de leur permettre d'intégrer le marché du travail régulier.

L'activation sociale est, elle aussi, importante : il s'agit de rompre l'isolement dans lequel se trouvent certaines personnes et de les associer à la vie en société afin qu'elles se sentent considérées et qu'elles sortent de chez elles. Cet objectif peut être atteint par

II. UITEENZETTING DOOR MEVROUW DE BLOCK, STAATSSECRETARIS VOOR ASIEL, IMMIGRATIE EN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE

Mevrouw De Block wil werken rond vier prioriteiten : activering, minderjarigen in armoede, meer OCMW op straat en het aanpakken van sociale fraude.

De uitdaging is groot. Conform de Europese strategie moet het beleid tegen 2020 380 000 mensen uit de armoede halen. Momenteel lopen in ons land één op zeven mensen in het algemeen het risico in de armoede te belanden. Dit cijfer stijgt naar één op vijf voor minderjarigen.

De staatssecretaris heeft drie prioritaire doelgroepen afgebakend : alleenstaande ouders, minderjarigen in armoede en personen die ver van de arbeidsmarkt staan.

Haar rol als staatsecretaris is in de eerste plaats coördinerend. Het is de bedoeling om door samenwerking tussen alle diensten en alle bevoegdheden, tot concrete resultaten te komen.

Mevrouw De Block wil tot concrete resultaten komen door te werken rond de vier hoger genoemde prioriteiten, die ze nu elk in detail zal toelichten.

1. Activering van iedereen op zijn of haar niveau

Activering is mensen kansen geven om de weg naar de arbeidsmarkt te vinden. Het gaat hier bijvoorbeeld om activering naar de arbeidsmarkt op maat, door middel van een intensieve begeleiding. Dit kan inhouden dat personen taalcursussen, opleidingen, studies of werkervaringsprojecten volgen.

Sommige mensen zijn, tijdelijk of definitief, nog verder van de arbeidsmarkt verwijderd. Voor hen is het belangrijk dat ieder op zijn of haar niveau begeleiding krijgt via sociale economie, beschutte werkplaatsen, projecten gefinancierd door het Europees Sociaal Fonds, of via artikel 60, § 7, van de OCMW-wet. Het doel is de kloof naar de arbeidsmarkt te verkleinen en na een tijd integratie op de reguliere arbeidsmarkt mogelijk te maken.

Ook sociale activering is belangrijk : mensen uit hun isolement halen en betrekken bij de samenleving zodat ze zich gewaardeerd voelen en naar buiten komen. Dit kan via cursussen op maat of vrijwilligerswerk, bijvoorbeeld via de VDAB, het OCMW, of

l'instauration de cours sur mesure ou par des activités de bénévolat, par exemple par le biais du VDAB, du CPAS ou des PIIS (Projet individualisé pour l'intégration sociale).

Lorsqu'un revenu d'intégration est accordé, les CPAS devraient être obligés d'inscrire le demandeur au service régional de l'emploi. Tant que ce dernier n'a pas de travail, il peut faire appel au CPAS. Dans ce processus de soutien, il convient de stimuler davantage la recherche d'un emploi, par exemple par le prolongement dans le temps de l'exonération pour insertion professionnelle. La secrétaire d'État souhaite porter la durée de cette exonération de trois à six ans.

Mme De Block continuera à œuvrer, en accord avec le gouvernement, pour que les allocations les plus basses, ainsi que le revenu d'intégration et l'aide financière y assimilée, soient adaptés à l'évolution du bien-être général.

Il est important que le travail rapporte, afin que les personnes concernées restent motivées à chercher un emploi.

2. Lutter contre la pauvreté et la pauvreté infantile

Pour 2010, le seuil de pauvreté se chiffre en Belgique à 973 euros par mois pour une personne isolée et à 2 044 euros pour un ménage composé de deux adultes et de deux enfants. 14,6 % des belges vivent sous ce seuil de pauvreté. Le risque de tomber dans la pauvreté chez les jeunes entre zéro et quinze ans est de 18,5 %. Le risque de tomber dans la pauvreté pour les jeunes de zéro à deux ans est de 22 %. 70 % des mineurs en situation de pauvreté vivent dans une famille monoparentale ou dans un ménage composé de deux adultes et de trois enfants, ou plus.

La lutte contre la pauvreté chez les mineurs est une priorité importante dans la lutte contre la pauvreté en général. Dès lors que les mineurs courent un risque de pauvreté plus élevé, il est important de leur donner des chances le plus tôt possible en vue de les préserver de la pauvreté. On peut notamment le faire en assurant un soutien éducatif et en leur offrant des opportunités en matière d'enseignement. La lutte contre la pauvreté infantile permet de sortir des familles entières de la pauvreté et, partant, de rompre le cercle vicieux de la pauvreté générationnelle.

En sa qualité de ministre en charge de la coordination de cette politique, Mme De Block entend s'engager pleinement à cet égard. Elle veut élaborer un plan de lutte contre la pauvreté infantile en concertation avec les Communautés et les Régions. Elle entend aussi pérenniser ce qui existe déjà. Il s'agit notamment, en l'occurrence, de mesures relatives à la

GPMI's (Geïndividualiseerd Project voor Maatschappelijke Integratie).

Wanneer een leefloon wordt toegekend, zouden de OCMW's verplicht moeten worden de aanvrager in te schrijven bij de gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling. Zolang ze geen job hebben kunnen mensen beroep doen op het OCMW. Binnen dit steunverleningsproces moeten mensen extra gemotiveerd worden om aan de slag te gaan, bijvoorbeeld door de vrijstelling voor professionele inschakeling te verlenen in de tijd. De staatssecretaris wil dit van drie jaar naar zes jaar brengen.

Samen met de regering zal mevrouw De Block ervoor blijven ijveren dat de laagste uitkeringen welvaartsvast worden gemaakt, net zoals het leefloon en de met het leefloon gelijkgestelde financiële hulp.

Het is belangrijk dat werken loont zodat mensen gestimuleerd blijven om de stap naar tewerkstelling te zetten.

2. De strijd tegen armoede en kinderarmoede

De armoedegrens in België wordt voor 2010 becijferd op 973 euro per maand voor een alleenstaande en op 2 044 euro voor een gezin van twee volwassenen en twee kinderen. 14,6 % van de Belgen leeft onder die armoedegrens. De kans om in de armoede terecht te komen, ligt bij jongeren tussen 0 en 15 jaar op 18,5 %. Bij kinderen tussen nul en twee jaar is dat 22 %. 70 % van de minderjarigen die in armoede leven, leven in een eenoudergezin of in een gezin van twee volwassenen en drie of meer kinderen.

De strijd tegen armoede bij minderjarigen is een belangrijke prioriteit in de strijd tegen armoede. Minderjarigen hebben een groter armoederisico, het is dus belangrijk hen zo vroeg mogelijk kansen te geven om hen te behoeden voor armoede. Dit kan onder andere door opvoedingsondersteuning en hen kansen te geven in het onderwijs. Via kinderarmoedebestrijding worden hele gezinnen uit de armoede geholpen en dit kan de generatiearmoede doorbreken.

Als coördinerend minister wil mevrouw De Block zich hiervoor volop inzetten. Zij wil werken aan een plan kinderarmoedebestrijding, dat zij zal opstellen in overleg met de gemeenschappen en gewesten. Wat al bestaat wil zij bestendigen. Het gaat dan onder meer over maatregelen inzake de sociaal culturele participatie (4,2 miljoen). Het is de bedoeling om via de

participation socioculturelle (4,2 millions). L'objectif est de faire preuve d'une grande réactivité au niveau des CPAS et d'engranger des résultats rapides pour les enfants eux-mêmes, afin qu'ils puissent, eux aussi, pratiquer des activités sportives ou participer à des manifestations culturelles.

Le plan fédéral de lutte contre la pauvreté est un instrument très important dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et de la pauvreté mineure. Ensemble avec ses collègues du gouvernement, la secrétaire d'État exécutera et actualisera cinquante-neuf mesures du plan, en concertation avec les associations d'aide pour les pauvres, afin que tous les besoins de ces personnes soient pris en compte dans le plan.

Les experts du vécu en matière de pauvreté et d'exclusion sociale font également du très bon travail. Ils assurent l'accueil et le soutien des personnes qui vivent dans la pauvreté; ils ont une fonction de détection des besoins de celles-ci et collaborent à l'établissement d'une communication ciblée; ils vérifient l'accessibilité et l'efficacité des règlements et notes de politique pour les personnes en situation de pauvreté; ils interviennent comme intermédiaire et interprète des pauvres auprès de l'administration fédérale et ils contribuent à l'élaboration au sein des services publics, d'une politique adaptée aux besoins des personnes vivant dans la pauvreté. Des experts du vécu ont récemment été engagés au sein des SPF Justice et Finances, deux domaines dans lesquels leur travail est particulièrement utile.

C'est pourquoi la secrétaire d'État estime judicieux de poursuivre le projet «experts du vécu» et de l'adapter, s'il échet, sur la base des résultats d'évaluations externes du projet. Il est important de pouvoir renforcer encore davantage la collaboration entre les experts du vécu. En outre, leur expertise doit être utilisée au maximum, donc encore plus intensivement qu'elle ne l'est aujourd'hui. De plus, ils remplissent une fonction consultative indispensable pour la politique menée en la matière.

Mme De Block souligne ensuite que la lutte contre la pauvreté ne se borne pas à l'élaboration d'un plan. La pauvreté est multifactorielle. La pauvreté et l'exclusion sociale ne peuvent pas être éradiquées au moyen d'une mesure unique. Il faut donc collaborer et, en sa qualité de secrétaire d'État chargée de la coordination de cette politique, Mme De Block veillera à ce que la lutte contre la pauvreté devienne un engagement de chaque membre du gouvernement.

En collaboration avec les membres du gouvernement fédéral, elle s'attachera en particulier à améliorer le fonctionnement du Service des créances alimentaires. Les récupérations des avances auprès du parent débiteur d'aliments doivent être optimisées. En matière de règlement collectif des dettes, la secrétaire d'État entend également améliorer la procédure afin que

OCMW's zeer kort op de bal te spelen en snelle resultaten te bereiken voor de kinderen zelf, zodat ze ook kunnen sporten of aan culturele manifestaties deelnemen.

Het federaal plan voor armoedebestrijding is een erg belangrijk instrument in de strijd tegen armoede en kinderarmoede. Samen met haar collega's uit de regering zal de staatssecretaris negenenvijftig maatregelen van dat plan uitvoeren en actualiseren. Zij zal dat doen in overleg met de hulporganisaties voor armen om alle noden van die mensen in het plan op te nemen.

Ook de ervaringsdeskundigen in de armoede en sociale uitsluiting leveren zeer goed werk. Ze staan in voor het onthaal en de ondersteuning van de mensen die in armoede leven, ze hebben een signaalfunctie voor hun behoeften en noden en werken mee aan doelgerichte communicatie, ze screenen reglementen en beleidsnota's op hun toegankelijkheid en doeltreffendheid voor mensen in armoede, ze treden op als tussenpersoon en tolk van mensen in armoede naar de federale administratie en ze helpen mee aan een beleid binnen de overheidsdiensten dat aangepast is aan de noden van mensen in armoede. Recent werden ervaringsdeskundigen aangeworven bij de FOD Justitie en de FOD Financiën, twee sectoren waar ze zeker nuttig werk kunnen verrichten.

Daarom vindt de staatssecretaris het aangewezen het project ervaringsdeskundigen verder te zetten en daar waar nodig bij te sturen op basis van de resultaten van externe evaluaties van het project. Het is belangrijk dat de ervaringsdeskundigen nog meer kunnen samenwerken. Daarenboven moet hun expertise maximaal en dus nog intensiever worden gebruikt en hebben ze een onmisbare adviserende functie voor het beleid ter zake.

Mevrouw De Block benadrukt vervolgens dat de strijd tegen armoede meer is dan een plan opmaken. Armoede is multifactorieel. Armoede en maatschappelijke uitsluiting kan je niet uitroeien door één enkele maatregel te nemen. Samenwerking is met andere woorden noodzakelijk en als coördinerend staatssecretaris zal zij erop toezien dat armoedebestrijding een engagement wordt van elk lid van de regering.

Samen met de leden van de federale regering zal mevrouw De Block zich bijzonder inzetten voor de verbetering van de werking van de Dienst Alimentatievorderingen. De recuperatie van de voorschotten bij de onderhoudsplichtige moet geoptimaliseerd worden. Ook inzake de collectieve schuldbemiddeling wil zij de procedure verbeteren zodat er rekening wordt

celle-ci tienne compte de la situation spécifique de chaque ménage. Il est essentiel d'adapter le revenu d'intégration à la situation réelle du débiteur.

Dans le cadre du recouvrement de dettes à l'amiable, la secrétaire d'État souhaite également examiner, avec le ministre compétent, comment évaluer et améliorer la procédure de sorte que l'intérêt des consommateurs soit au centre des préoccupations. En outre, il est également indispensable de préciser le rôle des huissiers de justice, des sociétés de recouvrement et des cabinets d'avocats.

Par ailleurs, la secrétaire d'État souhaite accorder l'attention nécessaire à la problématique des indépendants qui sollicitent l'aide des CPAS. 15 % des indépendants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans ce cadre, elle souhaite s'atteler à un contrôle effectif des pratiques de crédit et publicités agressives, une fois encore en concertation avec le ministre compétent.

Il est également très important de continuer à réduire la fracture numérique. Pour survivre dans notre société numérique, il est indispensable de disposer d'un PC et de connaissances informatiques de base. C'est pourquoi un plan national a été élaboré en 2005 pour lutter contre la fracture numérique. Ce plan a porté ses fruits, mais la fracture numérique n'est pas encore résorbée. Force est de constater que de plus en plus de personnes ont accès à Internet. On constate cependant, chez les groupes les plus vulnérables (comme les pauvres, les mères isolées et les personnes faiblement scolarisées), que l'utilisation de l'ordinateur et d'Internet pose encore toujours problème. Il s'avère en outre que de plus en plus d'informations, en matière d'offres d'emploi par exemple, ne sont disponibles que sous forme numérique. Il faut s'atteler à cette problématique en poursuivant la mise en œuvre du plan national de lutte contre la fracture numérique.

Il est du devoir de la secrétaire d'État, chargée de la coordination de cette politique, de collaborer avec les Communautés et les Régions, notamment par le biais de la conférence interministérielle « Intégration dans la société » et des groupes de travail.

La lutte contre la pauvreté requiert l'engagement de tous pour réaliser les objectifs ambitieux qui ont été fixés.

3. La troisième priorité : les CPAS

Ainsi qu'il a déjà été dit, les CPAS jouent un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté. Aussi bien au niveau de l'activation des personnes que dans la lutte contre la pauvreté même. Les CPAS doivent avoir un régisseur local, qui consulte tous les partenaires : les services à l'emploi, les associations d'aide pour les pauvres, ...). Ils sont les premiers acteurs de terrain. La

gehouden met de specifieke gezinssituatie. Het is essentieel dat het leefloon wordt aangepast aan de reële situatie van de schuldenaar.

Ook wil de staatssecretaris in het kader van de minnelijke schikking samen met de bevoegde minister bekijken op welke manier de procedure kan worden geëvalueerd en verbeterd zodat het belang van de consumenten centraal staat. Daarnaast is het ook noodzakelijk de rol van deurwaarders, incassobureaus en advocatenbureaus te verduidelijken.

Verder wil zij de nodige aandacht besteden aan de problematiek van de zelfstandigen die terecht komen bij de OCMW's. Vijftien procent van de zelfstandigen leeft onder de armoedegrens. Binnen dit kader wil mevrouw De Block werken aan een effectieve controle op agressieve kredietpraktijken en kredietreclame, opnieuw in samenspraak met de bevoegde minister.

Ook zeer belangrijk is het verder dichten van de digitale kloof. Beschikken over een pc en basiskennis van informatica is noodzakelijk om in onze digitale maatschappij te kunnen overleven. Daarom werd in 2005 een nationaal actieplan ter bestrijding van de digitale kloof opgesteld. Dit plan heeft zijn vruchten afgeworpen, maar de digitale kloof is nog niet verdwenen. Er is vastgesteld dat steeds meer mensen toegang hebben tot het internet. Maar bij de meest kwetsbare groepen zoals armen, alleenstaande moeders of laag opgeleiden is vastgesteld dat ze nog steeds moeite hebben met het gebruik van de computer en het internet. Bovendien blijkt dat steeds meer informatie, bijvoorbeeld over vacatures, enkel digitaal beschikbaar is. We moeten daaraan werken door het nationale actieplan ter bestrijding van de digitale kloof verder uit te voeren.

Als coördinerend minister is het ook haar plicht om samen te werken met de gemeenschappen en gewesten, onder meer via de Interministeriële Conferentie Integratie in de Maatschappij en de werkgroepen.

De strijd tegen armoede vraagt een engagement van iedereen om de ambitieuze doelstellingen waar te maken.

3. De derde prioriteit : de OCMW's

Zoals reeds vermeld, speelt het OCMW een cruciale rol in de activering van werklozen personen en in het bestrijden van de armoede. De OCMW's moeten beschikken over een lokale contactpersoon die alle partners raadpleegt, met name de werkgelegenheidsdiensten, de hulpverleningsorganisaties voor armen Zij zijn de belangrijkste actoren in het veld. De

secrétaire d'État plaide pour que les CPAS et les travailleurs sociaux puissent se consacrer pleinement à la lutte contre la pauvreté. Il est primordial qu'ils puissent proactivement repérer la pauvreté.

Les CPAS peuvent déjà le faire via une série de mesures que madame De Block entend continuer à mettre en place : la participation sociale et culturelle, le fonds gaz et électricité, le fonds social mazout, la garantie de revenus aux personnes âgées, l'accélération de l'octroi et la simplification du statut Omnio. Il s'agit d'une mesure de protection qui étend le droit au tarif préférentiel pour les soins de santé aux assurés issus d'une famille disposant de bas revenus. Il est en effet inacceptable que la maladie crée la pauvreté et que la pauvreté mène à la maladie.

Le système du tiers-payant sera élargi au groupe de patients le plus vulnérable. Ainsi, certains assurés peuvent utiliser le système du tiers-payant lors d'une visite chez le médecin généraliste.

Mais les travailleurs sociaux doivent avoir du temps pour s'occuper de lutte contre la pauvreté. La simplification administrative est une des solutions.

En ce qui concerne le revenu d'intégration, la secrétaire d'état examinera la possibilité — en tenant compte des possibilités budgétaires — d'adapter le taux de remboursement. Il est primordial que les compétences supplémentaires qui sont déléguées aux CPAS soient accompagnées d'une adaptation de leurs moyens.

Parce que les besoins d'aide sont sans cesse en augmentation, les conditions de travail des travailleurs sociaux doivent être améliorées. Cela peut se faire par la création d'emplois via le Maribel social.

De plus, elle demandera également que soit analysée la charge de travail des CPAS. Cette analyse devra mener à prendre des initiatives appropriées afin de s'assurer que les travailleurs sociaux se concentrent pleinement sur leurs activités principales, au sein des CPAS.

4. La lutte contre la fraude sociale

On constate dans la pratique une série d'abus concernant notre régime de sécurité sociale, ce qui est inacceptable. Mme De Block songe entre autres à la fraude domiciliaire ou au fait de percevoir simultanément des revenus du travail et un revenu d'intégration, ainsi qu'au cumul des allocations. Elle compte mener cette lutte contre la fraude sociale en collaboration avec les ministres compétents.

Nous devons soutenir encore davantage les CPAS, de manière à ce qu'ils puissent détecter plus efficace-

staatssecretaris pleit ervoor dat de OCMW's en de maatschappelijk werkers voluit kunnen werken aan armoedebestrijding. Het is van primordiaal belang dat zij armoede proactief kunnen opsporen.

De OCMW's kunnen dat al doen via een reeks maatregelen die mevrouw De Block verder wil uitwerken : sociale en culturele participatie, het Gas- en Elektriciteitsfonds, het sociaal Stookoliefonds, de inkomensgarantie voor bejaarden, de bespoediging en vereenvoudiging van het Omnio-statuuut. Het gaat om een beschermingsmaatregel die het recht op het voorkeurtarief voor de gezondheidszorg verruimt tot de sociaal verzekerden van een gezin met een laag inkomen. Het is immers ontoelaatbaar dat ziekte tot armoede leidt en dat armoede ziek maakt.

De derdebetalersregeling zal worden verruimd tot de meest kwetsbare patiëntengroep. Zo kunnen bepaalde verzekerden een beroep doen op de derdebetalersregeling voor een raadpleging bij de huisarts.

De maatschappelijk werkers moeten echter ook de tijd krijgen om aan armoedebestrijding te doen. Dit kan onder andere door administratieve vereenvoudiging worden bereikt.

Met betrekking tot het leefloon zal de staatssecretaris nagaan of het in de gegeven budgettaire context mogelijk is het terugbetalingstarief aan te passen. Het is van essentieel belang dat de OCMW's meer middelen krijgen als hen extra bevoegdheden worden toebedeeld.

Aangezien de nood aan steun almaar toeneemt, moeten de arbeidsomstandigheden van de maatschappelijk werkers worden verbeterd. Dat kan worden verwezenlijkt door aan de hand van de sociale Maribel banen te scheppen.

Bovendien zal de staatssecretaris een onderzoek laten instellen naar de werklast in de OCMW's. Op basis van die analyse moeten er passende initiatieven worden genomen die ervoor moeten zorgen dat maatschappelijk werkers zich op hun hoofdactiviteiten kunnen toeleggen binnen het OCMW.

4. De strijd tegen sociale fraude

De praktijk leert ons dat er misbruik gemaakt wordt van ons sociale zekerheidsstelsel. Dit is onaanvaardbaar. Mevrouw De Block denkt dan onder andere aan domiciliërsfraude of aan het tegelijkertijd verwerven van inkomen uit arbeid en een leefloon en aan cumul van uitkeringen. Deze strijd tegen de sociale fraude wil zij in samenspraak met de bevoegde ministers onder handen nemen.

We moeten de OCMW's nog meer steun geven zodat ze de sociale fraudegevallen beter en sneller

ment et plus rapidement les cas de fraude sociale. Il faut que notre système de sécurité sociale puisse encore être financé et qu'il soit géré de manière responsable. Il est essentiel que les moyens soient affectés à ceux qui en ont besoin.

III. ÉCHANGE DE VUES

A. Questions des membres

Mme Franssen souhaite tout d'abord faire part de quelques préoccupations d'ordre général. Les défis en matière de lutte contre la pauvreté sont effectivement considérables, *a fortiori* parce que depuis 2008, les personnes menacées par la pauvreté sont encore plus nombreuses, étant donné la crise économique et financière que nous connaissons. Ce constat est d'ailleurs confirmé par l'Annuaire « Pauvreté et exclusion sociale », où l'on peut voir que les statistiques en matière de pauvreté sont reparties à la hausse depuis 2011.

Le gouvernement est confronté à des défis complexes dans le cadre des économies à réaliser, mais il importe de tenir compte du test de pauvreté pour toutes les décisions.

En tant que sénatrice de Communauté, Mme Franssen siège également au Parlement flamand, où un ministre est chargé, là aussi, d'une politique de coordination en matière de pauvreté. Par son expérience au Parlement flamand, l'intervenante sait que la lutte contre la pauvreté n'incombe pas seulement à Mme De Block, mais aussi à l'ensemble du gouvernement. La pauvreté est un problème à dimensions multiples.

Mme Franssen ne manquera pas de suivre attentivement le travail de tous les ministres dans ce domaine. Il est important de les placer devant leurs responsabilités, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, pour lutter contre « l'effet Mathieu », car il n'est pas rare que des mesures partant d'une bonne intention ne bénéficient pas aux personnes qui en ont le plus besoin. Il faut également rechercher des solutions selon la « méthode Luc », qui consiste à faire endosser les charges les plus lourdes par ceux qui ont les épaules les plus solides. Il faudra veiller tout particulièrement à ne pas se concentrer outre mesure sur les nouveaux pauvres, qui sombrent dans la pauvreté à la suite d'un accident, du chômage, de la maladie, etc. Il est important de ne pas oublier les pauvres structurels, qui constituent souvent le groupe le plus précarisé et le plus délicat, mais aussi l'un des groupes les plus importants à prendre en charge pour s'attaquer à la pauvreté infantile.

Il est en outre essentiel de définir la politique en se basant sur les droits fondamentaux. L'article 23 de la Constitution garantit une série de droits tels que le

kunnen opsporen. Ons sociaal zekerheidssysteem moet betaalbaar en verantwoord blijven. Het is essentieel dat de middelen gaan naar zij die het nodig hebben.

III. GEDACHTEWISSELING

A. Vragen van de leden

Mevrouw Franssen wenst eerst enkele algemene bekommernissen te formuleren. De uitdagingen inzake armoedebestrijding zijn inderdaad groot, zeker omdat sinds 2008 nog meer mensen in de armoede dreigen terecht te komen door de financiële en economische crisis. Dit blijkt ook uit de cijfers van het Jaarboek Armoede, dat vaststelt dat de armoedecijfers opnieuw stijgen sinds 2011.

De regering staat voor moeilijke uitdagingen in het kader van de te realiseren besparingen. Het is echter belangrijk om bij alle beslissingen de armoedetoets voor ogen te houden.

Als gemeenschapssenator zetelt mevrouw Franssen ook in het Vlaams parlement. Ook daar staat een minister in voor een coördinerend beleid inzake armoede. Uit haar ervaring in het Vlaams Parlement weet spreekster dat armoedebestrijding niet enkel de taak is van mevrouw De Block, maar van de voltallige regering. Armoede is een multidimensionaal probleem.

Mevrouw Franssen zal in elk geval alle ministers op dat vlak stalken. Het is belangrijk hen voor hun verantwoordelijkheid te plaatsen en dit om twee redenen. Ten eerste om het beleid te ontdoen van de Mattheüseffecten, want vaak komen goed bedoelde maatregelen niet terecht bij de mensen die ze het meest nodig hebben. Het is ook nodig oplossingen te zoeken volgens de Lukasmethode, waarbij de sterkste schouders de zwaarste lasten dragen. Er zal zeer sterk opgelet moeten worden om niet te sterk te focussen op de nieuwe armen, die door een incident, door werkloosheid, door ziekte, enz. in de armoede terechtkomen. Belangrijk is de generatiearmen niet uit het oog te verliezen. Zij zijn vaak de meest precaire groep en de moeilijkste groep, maar een van de belangrijkste groepen om de kinderarmoede te doorbreken.

Het is verder essentieel om het beleid uit te stippelen vanuit de grondrechtenbenadering. Het artikel 23 van de Grondwet waarborgt een aantal

logement, la santé et le travail. Il est très important de garantir aussi le respect de ces droits fondamentaux pour les 15 % de personnes confrontées à la pauvreté structurelle ou vivant dans une extrême pauvreté.

Mme Franssen renvoie à la proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté (doc. Sénat, n° 5-254/1 et suiv.) qui a été adoptée par le Sénat le 9 juin 2011. Il serait bon de prendre cette résolution en considération lors de l'évaluation et de l'actualisation du Plan fédéral de lutte contre la pauvreté. L'intervenante espère que cette actualisation pourra être menée à bien rapidement.

La secrétaire d'État a également évoqué, dans sa note de politique générale, l'objectif européen à atteindre pour 2020. Mme Franssen préférerait, quant à elle, que l'on recoure également à des objectifs chiffrés intermédiaires. Il serait bon de savoir où nous voulons arriver d'ici la fin de la législature.

Outre ces remarques générales, Mme Franssen a également quelques questions spécifiques. Concernant l'activation sociale, on peut lire dans la note de politique générale que la recommandation européenne de 2008 en vue d'une stratégie globale intégrée pour l'inclusion active des personnes exclues du marché du travail sera mise en œuvre. Comment la secrétaire d'État va-t-elle s'y prendre ?

Quel calendrier prévoit-elle pour la simplification et l'accélération de l'octroi du statut OMNIO à toutes les personnes qui y ont droit ?

Mme Franssen aimerait savoir où les résultats de la première évaluation de la lutte contre la pauvreté infantile peuvent être consultés. Elle souhaiterait également être informée de l'état d'avancement de l'accord de coopération relatif aux sans-abri. Elle croit savoir que cette question est examinée en partie au sein de la Conférence interministérielle « Intégration dans la société ».

En ce qui concerne la liaison au bien-être des allocations les plus basses, Mme Franssen se félicite de ce que la secrétaire d'État renvoie à la politique en matière d'équité qui a été appliquée en 2011 aux allocations les plus faibles, au revenu d'intégration et à l'aide y assimilée. L'intervenante estime cependant que la formulation relative à la liaison au bien-être et au relèvement des revenus de remplacement au niveau du seuil de pauvreté européen est un peu plus tranchée dans l'accord de gouvernement fédéral que dans la note de politique générale de la secrétaire d'État. Elle espère qu'il ne faut pas y voir un signe d'affaiblissement. Dans le cadre du baromètre interfédéral de la pauvreté 2011, on a pu constater que c'est surtout dans les ménages avec enfants que les revenus de remplacement sont encore les plus éloignés des seuils de pauvreté européens. Il faut donc absolument tenir compte des enfants et des parents isolés lorsqu'on fixe les priorités.

rechten zoals huisvesting, gezondheid en tewerkstelling. Het is belangrijk om deze grondrechten ook voor de 15 % personen die in generatiearmoede of in extreme armoede leven, waar te maken.

Mevrouw Franssen verwijst naar het voorstel van resolutie betreffende de armoedebestrijding (stuk Senaat, nr. 5-254/1 e.v.) dat op 9 juni 2011 door de Senaat aangenomen werd. Het zou goed zijn deze resolutie ter hand te nemen bij de evaluatie en de actualisering van het Federaal Plan Armoedebestrijding. Spreekster hoopt dat deze actualisering snel kan voltooid worden.

De staatssecretaris heeft in haar beleid ook verwezen naar de Europese doelstellingen die tegen 2020 moeten bereikt worden. Mevrouw Franssen zou er de voorkeur aan geven ook tussentijdse streefcijfers te hanteren. Het zou goed zijn te weten waar we willen staan tegen het einde van deze legislatuur.

Naast deze algemene opmerkingen heeft senator Franssen ook nog enkele specifieke vragen. Met betrekking tot de sociale activering vermeldt de beleidsnota dat er uitvoering zal gegeven worden aan de Europese aanbeveling uit 2008 voor een geïntegreerde omvattende strategie voor de actieve inclusie van personen die van de arbeidsmarkt zijn uitgesloten. Hoe zal de staatssecretaris dit aanpakken ?

Welke timing voorziet de staatsecretaris voor de vereenvoudiging en versnelling van de toekenning van het OMNIO-statuuut voor iedereen die er recht op heeft ?

Senator Franssen zou graag weten waar de resultaten kunnen geraadpleegd worden van de eerste evaluatie van de bestrijding van de kinderarmoede. Zij zou ook graag vernemen hoever het staat met de samenwerkingsovereenkomst inzake daklozen. Zij gaat ervan uit dat dit voor een stuk wordt besproken binnen de Interministeriële Conferentie Integratie in de Maatschappij.

Inzake het welvaartsvast maken van de laagste uitkeringen is mevrouw Franssen verheugd dat de staatssecretaris verwijst naar de rechtvaardigheidsagenda die in 2011 werd toegepast op de laagste uitkeringen, op het leefloon en de met het leefloon gelijkgestelde hulp. Spreekster meent echter dat de formulering over de welvaartsvastheid en het optrekken van de vervangingsinkomens naar de Europese armoededrempel iets scherper geformuleerd staat in het federaal regeerakkoord dan in deze beleidsnota. Zij hoopt dat dit niet duidt op een afzwakking. In het kader van de interfederale armoedebarmeter 2011 kon worden vastgesteld dat vooral in gezinnen met kinderen de vervangingsinkomens procentueel nog het verst afstaan van de Europese armoededrempels. Bij het vastleggen van prioriteiten moet dus zeker rekening gehouden worden met kinderen en alleenstaande ouders.

Un autre point concerne le soutien à l'économie sociale. Il est indiqué dans la note de politique générale que la secrétaire d'État analysera, avec la ministre de l'Emploi, comment optimiser les demandes et les procédures d'attribution pour les entreprises d'insertion reconnues. Mme Franssen aimerait en savoir plus sur l'état l'avancement de cette concertation.

En raison des réformes en matière d'allocations d'attente, l'on craint un transfert de bénéficiaires vers les CPAS en ce qui concerne le revenu d'intégration. L'intervenante ne peut se départir de l'impression qu'il y aura aussi un transfert vers l'assistance complémentaire que fournissent les CPAS. Ce point est plus difficile à traiter parce chaque CPAS choisit lui-même en partie en quoi consistera l'assistance complémentaire, ce qui constituera certainement un défi supplémentaire.

La secrétaire d'État suppose que la détérioration du marché du travail et la montée du chômage, qui a touché en particulier les travailleurs les plus précaires, contribuera à une augmentation plus prononcée du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration. À cet égard, il est fait explicitement référence aux intérimaires, aux travailleurs à temps partiel et aux contrats à durée indéterminée. Mme Franssen estime que la concertation avec la ministre de l'Emploi est capitale. Il est très important de sensibiliser les employeurs, ainsi que de plaider pour des emplois durables dans le cadre de la concertation sociale. Avoir un emploi est le principal levier pour sortir de la pauvreté et ne plus y retomber. Il doit bien entendu s'agir d'emplois durables. Bien que les résultats de notre pays soient relativement bons par rapport aux statistiques européennes concernant les travailleurs pauvres, ce groupe a tendance à croître. La catégorie des indépendants en situation de pauvreté en fait évidemment aussi partie.

En ce qui concerne l'étude sur les étudiants et le CPAS, Mme Franssen aimerait savoir si des résultats sont déjà connus. Ces derniers devraient être disponibles vers février/mars 2012.

Mme Franssen se dit satisfaite que la secrétaire d'État intègre très explicitement le recours à des experts du vécu formés en pauvreté dans sa politique et qu'il en aille de même pour l'ensemble de la politique fédérale. Il est très important que ces experts du vécu soient engagés en tant que pionniers, et non en tant qu'espions. Ils ont une fonction de passerelle. Ils ne se contentent pas d'effectuer un travail administratif, mais identifient les seuils.

Il existe plusieurs exemples intéressants dans le domaine de l'activation sociale. L'intervenante évoque un projet du Fonds social européen (FSE) développé à Alost, dans le cadre duquel l'aspect travail et bien-être mais aussi le cœur même de la pauvreté occupent une place centrale. Il s'agit de la manière la plus durable

Een volgend punt betreft de ondersteuning van de sociale economie. In de beleidsnota wordt gezegd dat de staatsecretaris, samen met de minister van Werk, zal nagaan hoe de aanvraag- en toekenningsprocedures voor een erkend inschakelingsbedrijf geoptimaliseerd kunnen worden. Mevrouw Franssen zou graag meer informatie krijgen over de huidige stand van zaken van dit overleg.

Door de hervormingen inzake wachtuitkeringen bestaat de bekommernis dat er een transfer zal zijn van begunstigten naar de OCMW's wat het leefloon betreft. Spreekster kan zich niet van de indruk ontdoen dat er ook een verschuiving zal zijn naar de aanvullende steunverlening die de OCMW's geven. Dit pakket is moeilijker aan te pakken omdat elk OCMW zelf gedeeltelijk kiest wat de aanvullende steunverlening zal zijn. Dit zal zeker een extra uitdaging vormen.

De staatssecretaris veronderstelt dat de verslechtering van de arbeidsmarkt en de stijging van de werkloosheid, die in het bijzonder de zwakke werknemers heeft geraakt, zal bijdragen tot een meer uitgesproken stijging van het aantal leefloners. Er wordt daarbij expliciet verwezen naar uitzendkrachten, deeltijdsen en contracten voor onbepaalde duur. Mevrouw Franssen meent dat overleg met de minister van Werk zeer belangrijk is. Sensibilisering van de werkgevers is zeer belangrijk, net zoals het pleiten voor duurzame jobs in het kader van het sociaal overleg. Een job hebben is de voornaamste hefboom om uit de armoede te komen en te blijven. Natuurlijk moet het dan gaan om duurzame jobs. Ons land scoort vrij goed in vergelijking met de Europese cijfers wat betreft het aantal werkende armen, maar toch vertoont deze groep een stijgende tendens. Uiteraard hoort daar ook de categorie bij van de zelfstandigen in armoede.

Over de studie over studenten en OCMW had mevrouw Franssen graag geweten of er ondertussen resultaten bekend zijn. Deze zouden klaar zijn rond februari/maart 2012.

Senator Franssen is blij dat de staatssecretaris zeer uitdrukkelijk de inschakeling van opgeleide ervaringsdeskundigen in armoede opneemt in het beleid en dat dit wordt uitgebreid tot het volledige federale beleid. Het is zeer belangrijk dat deze ervaringsdeskundigen als pioniers worden ingezet en niet als spionnen. Ze hebben een brugfunctie. Ze voeren niet gewoon het administratief werk uit, maar leggen effectief de drempels bloot.

Er zijn een aantal goede praktijkvoorbeelden beschikbaar over de praktijk van sociale activering. Spreekster verwijst naar een Europees Sociaal Fonds (EFS) project in de stad Aalst, waar niet enkel het werk- en welzijnsaspect centraal staat, maar ook de binnenkant van de armoede. Dit is de meest duurzame

d'amener les gens à l'activation (sociale). En effet, tout le monde ne peut pas intégrer le circuit régulier du travail. Pour les personnes concernées, il est important de pouvoir être activées quelque part, non pas tant pour le circuit économique proprement dit, mais pour des raisons de fierté personnelle. Cela peut se faire par le biais du bénévolat ou grâce à des projets d'économie sociale.

Dans le cadre de l'aide sociale préventive, la secrétaire d'État a parlé de la participation sociale et culturelle. Est-il question d'une harmonisation en concertation avec les Communautés? Au niveau flamand, il existe par exemple une «*algemene vrijetijdskas*» (caisse générale du temps libre). Une harmonisation serait la bienvenue à cet égard. Selon la note de politique générale, la mesure en question revêt une grande importance parce qu'elle investit également dans les enfants. L'intervenante espère dès lors que la mesure sera formellement adaptée à ce modèle dans le cadre de la participation sociale et culturelle. Si l'on s'attache en priorité à la lutte contre la pauvreté infantile, il faut aussi mettre en place une réglementation déterminée et des règlements en matière de subsides qui aillent dans ce sens.

Mme Franssen soutient pleinement la modernisation du fonctionnement du CPAS.

Dans la note de politique générale, le chapitre relatif à la fracture numérique est assez détaillé. Forte de l'expérience acquise dans le cadre du précédent Plan fédéral de lutte contre la pauvreté, Mme Franssen n'ignore pas que les projets relatifs à la fracture numérique ont entraîné de nombreux effets Mathieu. Des ordinateurs étaient parfois mis à disposition, mais se posait alors le problème de la deuxième fracture numérique. Posséder ou non un ordinateur et avoir accès ou non à l'Internet constitue la première fracture. Cet accès peut être offert gratuitement pendant un an, mais il faut quand même en supporter les frais par la suite. La deuxième fracture numérique est celle qui sépare les personnes qui disposent des compétences et des connaissances pour utiliser les TIC, de celles qui ne les possèdent pas.

Mme Franssen est co-organisatrice d'un colloque annuel sur la fracture numérique. Ce problème se pose avec beaucoup d'acuité chez les jeunes dits «*hors ligne*», c'est-à-dire les jeunes qui grandissent dans des familles défavorisées et qui sont confrontés tant à la première qu'à la deuxième fracture numérique. Des mesures partant d'une bonne intention n'atteignent pas toujours ce public. Même si on est parvenu à combler la fracture numérique chez les seniors, il n'est donc pas toujours facile de prendre des mesures produisant exactement les effets voulus pour chaque groupe cible. Il faut absolument supprimer les effets Mathieu.

Pour ce qui est du programme national de réforme, Mme Franssen est très satisfaite que les sous-objectifs

manier om mensen naar activering of sociale activering te leiden. Het is immers zo dat niet iedereen naar het reguliere arbeidsmarktcircuit kan doorstromen. Voor hen is het belangrijk dat ze ergens geactiveerd kunnen worden, niet zozeer omwille van het economisch circuit maar omwille van hun eigenwaarde. Dit kan gebeuren via vrijwilligerswerk of via sociale economie projecten.

In het kader van preventieve maatschappelijke hulp verwees de staatssecretaris naar sociale en culturele participatie. Wordt een luik afgestemd met de gemeenschappen? Op Vlaams niveau bestaat bv een algemene vrijetijdskas. Het zou goed zijn dit op mekaar af te stemmen. De maatregel is volgens de beleidsnota van groot belang omdat ze ook investeert in kinderen. Spreekster hoopt daarom dat de maatregel in het kader van sociale en culturele participatie expliciet daarop wordt afgestemd. Als er inderdaad prioritair ingezet wordt op de strijd tegen kindarmoede, moeten ook bepaalde regelgeving en subsidiereglementen in die richting worden opgesteld.

Mevrouw Franssen ondersteunt ten volle de modernisering van de werking van het OCMW.

Het hoofdstuk in de beleidsnota over de digitale kloof is vrij uitgebreid. Uit de ervaring die ze opdeed met het vorige Federale Plan Armoedebestrijding weet senator Franssen dat de projecten in het kader van de digitale kloof heel wat Mattheüseffecten met zich meebrachten. Soms werden computers ter beschikking gesteld, maar dan stelde zich het probleem van de tweede digitale kloof. De eerste kloof is het al dan niet hebben van een computer en van toegang tot het internet. Dit kan een jaar gratis gegeven worden, maar achteraf komen de kosten toch. De tweede digitale kloof is de omgang met de kundigheid, de ICT-kennis die bepaalde personen al dan niet hebben.

Mevrouw Franssen is medeorganisator van een jaarlijks colloquium rond de digitale kloof. De problematiek is zeer groot bij de zogenoemde «*offline*» jongeren. Dit zijn jongeren die opgroeien in kansarme gezinnen en te maken hebben met zowel de eerste als de tweede digitale kloof. Goed bedoelde maatregelen bereiken niet steeds dit publiek. Het dichten van de digitale kloof bij de senioren is echter wel goed gelukt, dus het is niet steeds gemakkelijk maatregelen te nemen die voor elke groep de juiste gevolgen hebben. De Mattheüseffecten moeten zeker weggewerkt worden.

Wat betreft het Nationaal Hervormingsprogramma is mevrouw Franssen zeer tevreden dat de subdoel-

soient mentionnés explicitement dans la note de politique générale, ce qui n'était pas le cas dans l'accord de gouvernement fédéral.

Mme Zrihen constate que la pauvreté n'est pas un fait nouveau et que, dans le contexte actuel, on peut craindre qu'elle devienne une constante. On ne peut qu'espérer que dans quelques années, lorsque la crise sera derrière nous, on pourra faire état d'une réduction du nombre de personnes en situation de pauvreté. Le chiffre de 380 000 personnes est énorme quand on connaît l'état de richesse de notre zone Europe et même de la Belgique.

Le Sénat a déjà beaucoup travaillé sur la pauvreté, notamment la pauvreté infantile car la pauvreté qui se transmet de génération en génération devient un véritable problème de fond pour un pays. La pauvreté infantile se construit malheureusement dans le domaine familial, mais aussi dans le domaine scolaire, par le type d'accueil, le matériel scolaire, voire l'alimentation. Elle touche les jeunes qui se retrouvent dans l'incapacité de pouvoir poursuivre des études car il est impossible pour certains parents de payer l'ensemble des frais tels que photocopies, voyages scolaires, cantines, etc. À cela s'ajoute la fracture numérique. C'est ainsi que l'on perpétue un certain type de précarité.

La fracture numérique est un thème traité au Sénat depuis plus de quatre ans. On constate aujourd'hui que se retrouver sans internet et sans ordinateur handicape non seulement les familles dans leur recherche de logement ou d'emploi, voire pour avoir accès à des factures, mais aussi les enfants pour leurs travaux scolaires.

Comment la ministre a-t-elle l'intention, en collaboration avec les autres ministres, d'améliorer l'accessibilité et la disponibilité d'Internet et des modes de communication par voie informatique? Sur le plan juridique, l'intervenante estime que la possession d'un ordinateur et l'accès à Internet devraient faire partie des biens fondamentaux constitutifs de l'environnement familial de base et, à ce titre, être insaisissables.

Un autre volet, qui constitue une part extrêmement importante du budget des familles, tient à l'énergie. Il faut absolument veiller à ce que ce volet énergie ne puisse dépasser un certain montant. Des locataires de logements sociaux paient une facture d'énergie supérieure à leur loyer d'habitation. Il est inacceptable de devoir se retrouver dans un logement qu'on n'a pas organisé soi-même et dont les conditions d'éco-énergie sont tellement obsolètes qu'elles entraînent des consommations d'énergie énormes.

On le dit souvent en boutade: «L'homme le plus pauvre de Belgique est une femme». Il s'agit souvent d'une femme avec des enfants, qui se trouve obligée d'accepter un travail dans des conditions très comple-

stellungen expliciet vernoemd worden in de beleidsnota, wat niet het geval was in het federaal regeerakkoord.

Mevrouw Zrihen stelt vast dat armoede geen nieuw feit is en dat er in de huidige context kan worden gevreesd dat dit een constante zal worden. Men kan slechts hopen dat binnen enkele jaren, wanneer de crisis achter ons ligt, het aantal mensen dat in armoede leeft, zal dalen. 380 000 mensen in armoede is enorm gelet op de rijkdom in Europa en België.

De Senaat heeft al veel gewerkt rond armoede, meer bepaald kinderarmoede. Armoede die van generatie op generatie overgaat is immers een echt fundamenteel probleem voor een land. Kinderarmoede ontstaat helaas binnen een gezin, maar ook op school door het soort opvang, het schoolmateriaal, zelfs door de voeding. Armoede treft jongeren die niet verder kunnen studeren omdat sommige ouders niet alle kosten kunnen betalen, bijvoorbeeld voor fotokopies, schoolreizen, schoolvoeding enz. Daarbij komt ook nog de digitale kloof. Zo blijft men een bepaald soort kwetsbaarheid in stand houden.

De digitale kloof is een thema waarover in de Senaat al meer dan vier jaar wordt gesproken. Vandaag stellen wij vast dat zonder internet en computer, gezinnen niet alleen een handicap onderkennen in hun zoektocht naar huisvesting en werk of om toegang te hebben tot rekeningen, maar ook kinderen er nadeel van ondervinden voor hun huiswerk.

Hoe denkt de minister, in samenwerking met de overige ministers, de toegang en beschikbaarheid van internet en communicatiemiddelen per computer te verbeteren? Op juridisch vlak meent spreekster dat een computer en toegang tot internet deel zouden moeten uitmaken van de grondrechten van een gewoon gezin en dus onaantastbaar zouden moeten zijn.

Een ander onderdeel waaraan een uitermate groot deel van het gezinsbudget opgaat, is energie. Men moet er zeker voor zorgen dat de energiefactuur een bepaald bedrag niet kan overschrijden. Voor sommige huurders van sociale woningen is de energiefactuur hoger dan de huur van hun woning. Het is onaanvaardbaar om in een woning te moeten verblijven die men niet zelf heeft ontworpen en waarvan de sterk verouderde energievoorzieningen een enorm hoog energieverbruik met zich meebrengen.

Men zegt vaak als boutade: «De armste man van België is een vrouw». Het gaat vaak om een vrouw met kinderen die een job moet aanvaarden in erg ingewikkelde omstandigheden, zonder de nodige net-

xes, sans disposer des réseaux qui lui permettent de s'organiser. Certaines acceptent des cohabitations uniquement pour des questions de survie.

La politique de lutte contre la pauvreté, d'intégration sociale et d'économie sociale nécessite une approche transversale. Il faudra donc convaincre l'ensemble des ministres que c'est par un travail de lutte contre la pauvreté que l'on parviendra peut-être à faire évoluer les choses.

Un bémol : la politique de remise à l'emploi. Celle-ci est fondamentale. Cependant, force est de constater que le nombre d'emplois disponibles est inférieur au nombre de demandeurs d'emploi. Exiger que des personnes exercent un emploi alors que le salaire est inférieur aux allocations sociales pose de graves problèmes. Or, l'exclusion du chômage mène ces gens au CPAS.

La sénatrice demande un regard particulier sur le travail des femmes en situation précaire, ainsi que sur la situation des jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans. Ce sont les deux axes de travail sur lesquels il convient d'insister.

Mme Talhaoui pense que la note de politique générale arrive à point nommé car la pauvreté s'aggrave de jour en jour. L'intervenante constate qu'il y a de plus en plus de sans-abri dans les gares et les centres commerciaux, et même des femmes avec enfants qui ignorent où trouver de l'aide ou des lieux d'accueil. C'est un signe tangible de l'augmentation de la pauvreté dans notre société.

Mme Talhaoui est consciente que la secrétaire d'État a un rôle de coordination. Rien que la concertation destinée à amener les collègues à collaborer de la même manière dans toutes les régions lui donnera déjà beaucoup de travail. L'intervenante indique qu'au niveau flamand, la ministre Lieten a déjà pris de nombreuses initiatives en vue de lutter contre la pauvreté infantile. La secrétaire d'État en a d'ailleurs fait aussi une priorité. Comment organisera-t-on la coordination de manière à faire en sorte que l'aide octroyée soit efficace et bénéficie réellement aux personnes qui en ont besoin ?

En ce qui concerne l'activation, Mme Talhaoui sait que Mme De Coninck, la ministre de l'Emploi, est une éminente experte du vécu. À Anvers, un très grand nombre de projets ont déjà été lancés avec succès dans le domaine de l'activation. Peut-être pourrait-on s'en inspirer au niveau fédéral.

La problématique des étudiants et des CPAS est très intéressante, tout comme la proposition de la secrétaire d'État de faire réaliser une étude afin de déterminer où les problèmes se situent. L'intervenante constate que depuis peu, beaucoup d'étudiants viennent frapper à la porte du CPAS d'Anvers. Le plus souvent, ils disent être en rupture familiale, mais on constate aussi

travailler pour pouvoir se loger. Les étudiants ont du mal à

Het beleid inzake armoedebestrijding, sociale integratie en sociale economie heeft een transversale aanpak nodig. Alle ministers zullen er dus van overtuigd moeten worden dat door werk te maken van armoedebestrijding misschien vooruitgang kan worden geboekt.

Een nuancerings: het wedertewerkstellingsbeleid. Dit is fundamenteel. Men moet echter vaststellen dat er minder beschikbare jobs zijn dan werkzoekenden. Eisen dat mensen werken voor een loon dat lager ligt dan de sociale uitkeringen, zorgt voor ernstige problemen. Als men die mensen echter een werkloosheidsuitkering ontzegt, dan komen zij bij het OCMW terecht.

Spreekster vraagt een bijzondere aanpak voor het werk van vrouwen in een precare situatie en voor jongeren van achttien tot vijfentwintig jaar. Dat zijn twee hoofdthema's waar de nadruk op moet worden gelegd.

Volgens mevrouw Talhaoui komt de beleidsnota net op tijd, gezien de armoede dagelijks schrijnender wordt. Spreekster stelt vast dat er zich steeds meer daklozen in de stations en shopping centra bevinden, zelfs vrouwen met kinderen die niet weten waar ze opvang kunnen vinden. Dit is een significant teken dat de armoede in onze samenleving zichtbaar toeneemt.

Mevrouw Talhaoui is er zich van bewust dat de staatssecretaris een coördinerende rol heeft. Alleen al het overleg om de collega's in alle regio's op dezelfde leerst te doen samenwerken zal haar een hoop werk bezorgen. Spreekster wijst er op dat minister Lieten op Vlaams niveau al veel initiatieven heeft genomen rond kinderarmoede. Ook voor de staatssecretaris is kinderarmoede een prioriteit. Hoe zal de coördinatie gebeuren om te waarborgen dat de verleende hulp effectief en efficiënt overkomt ?

Wat betreft de activering weet mevrouw Talhaoui dat mevrouw De Coninck, minister van Werk, een grote ervaringsdeskundige is. In Antwerpen werden heel wat succesvolle projecten opgezet rond activering, die misschien als inspiratiebron kunnen dienen voor het federale niveau.

De problematiek van studenten en OCMW is zeer interessant, net zoals het voornemen van de staatssecretaris om een studie te laten maken om te zien waar deze problemen zich bevinden. Spreekster stelt vast dat er in Antwerpen recent veel studenten bij het OCMW komen aankloppen. Meestal is er sprake van een breuk binnen het gezin, maar vaak is er zoveel

fréquemment que les familles sont tellement touchées par la pauvreté qu'elles n'ont tout simplement pas les moyens de payer des études aux enfants. L'intervenante espère que l'on prévoira les moyens nécessaires afin de permettre aux intéressés de faire des études supérieures.

En ce qui concerne les CPAS et les pourcentages de remboursement relatifs au revenu d'intégration, il y a un problème majeur à Anvers parce que la clientèle du CPAS a fortement augmenté. En outre, la procédure de régularisation est à l'origine d'un nouvel afflux massif de personnes qui ne trouvent pas un emploi immédiatement mais qui ont évidemment besoin de moyens de subsistance. Il s'écoule parfois beaucoup de temps avant que l'autorité fédérale n'effectue le remboursement au profit de la commune ou d'autres niveaux de pouvoir. Mme Talhaoui insiste sur la nécessité de ne pas tarder trop longtemps pour le versement de ces sommes.

Mme Talhaoui relève avec intérêt que Mme De Block souhaite donner aux CPAS les moyens de déceler la fraude sociale. Peut-on autoriser les CPAS à consulter la Banque-Carrefour ou d'autres banques de données afin d'obtenir des renseignements sur le client qu'ils souhaitent aider ?

Il est très encourageant de constater que la secrétaire d'État souhaite continuer à investir dans l'économie sociale. À Anvers, plusieurs entreprises sont actives dans ce secteur, mais elles se livrent parfois à une concurrence pour décrocher des subsides. Il serait dommage qu'elles se fassent concurrence uniquement pour l'obtention de subsides et non pour l'accomplissement de leur tâche, à savoir aider des personnes à trouver un emploi.

L'article 60 de la loi organique des CPAS est l'un des articles traitant de matières transférées aux Régions. Il est un excellent instrument pour aider des personnes à trouver du travail ou à évoluer vers un emploi régulier. On constate toutefois que de nombreuses personnes, en particulier des femmes allochtones par exemple, sont employées dans le secteur des soins ou dans celui du nettoyage grâce à cet article 60. Généralement, elles ne travaillent qu'un an. Elles perçoivent alors une allocation de chômage et les choses s'arrêtent là. C'est facile pour les CPAS étant donné que c'est l'autorité fédérale qui paie les allocations de chômage. L'intervenante déplore ce phénomène car elle estime qu'une personne qui acquiert une expérience professionnelle grâce à l'article 60 devrait quand même, d'une manière ou d'une autre, pouvoir décrocher un emploi régulier et ne pas avoir à dépendre à nouveau d'une allocation.

Le recours à des experts du vécu rencontre beaucoup de succès. C'est le cas dans différents SPF. Serait-il possible de prévoir des moyens afin de faire appel aussi à des experts du vécu au niveau local ?

armoede binnen het gezin dat er gewoon geen geld is om de kinderen te laten studeren. Spreekster hoopt dat de nodige middelen zullen voorzien worden om mensen het recht op hogere studies te geven.

In verband met de OCMW's en de terugbetalingspercentages voor het leefloon, stelt zich in Antwerpen een groot probleem omdat het cliënteel van het OCMW sterk is toegenomen. Bovendien zijn er door de regularisatieprocedure veel mensen bijgekomen die niet onmiddellijk aan werk geraken maar wel moeten overleven. Soms duurt het lang vooraleer het federale niveau de terugbetaling stuurt naar de stedelijke of andere niveaus. Mevrouw Talhaoui dringt er op aan niet te lang te wachten om deze fondsen te storten.

Senator Talhaoui verneemt met interesse dat mevrouw De Block de OCMW's de middelen wil geven om sociale fraude op te sporen. Is het mogelijk om de OCMW's inzage te geven in de Kruispuntbank of andere databanken, zodat zij info kunnen verkrijgen in verband met de cliënt die ze verder willen helpen ?

Het is zeer aanmoedigend te vernemen dat de staatssecretaris verder wil investeren in de sociale economie. In Antwerpen zijn verschillende bedrijven actief op het vlak van sociale economie, maar zij beconcurreren mekaar soms over subsidies. Het zou jammer zijn als ze enkel concurrenten zouden blijken te zijn voor het verkrijgen van subsidies en niet waarvoor ze opgericht zijn, namelijk mensen aan een job helpen.

Artikel 60 van de OCMW-wet is één van de artikelen die naar de regio's wordt overgeheveld. Dit artikel is een heel goed instrument om mensen aan een job te helpen en te laten doorstromen naar een reguliere job. Er kan echter wel vastgesteld worden dat veel mensen, bijvoorbeeld veel allochtone vrouwen, via artikel 60 in de verzorgingssector of schoonmaaksector worden tewerkgesteld. Meestal duurt dit maar één jaar. Daarna komen deze personen in een werkloosheidsuitkering terecht en gebeurt er niets meer. Dat is makkelijk voor de OCMW's, want het is de federale overheid die de werkloosheidsuitkering uitbetaalt. Spreekster betreurt dit, omdat de persoon die werkervaring opdoet via artikel 60 op een of andere manier toch terecht zou moeten komen in een reguliere job in plaats van weer op een uitkering terug te vallen.

Het inschakelen van ervaringsdeskundigen heeft veel succes. Er zijn heel wat ervaringsdeskundigen ondergebracht bij verschillende FOD's. Zou het mogelijk zijn om middelen te voorzien om ook op lokaal niveau met ervaringsdeskundigen te experimenteren ?

Mme Talhaoui se dit intriguée par le concept de l'habitat solidaire. La secrétaire d'État évoque à cet égard les femmes qui quittent le domicile, les handicapés et les anciens détenus. S'agit-il d'un nouveau concept ou plutôt d'une initiative visant à compléter celles qui ont déjà été prévues pour ces groupes ?

Lors du pic hivernal, un grand nombre de personnes ont été confrontées à des situations dramatiques en raison d'un problème d'approvisionnement en énergie. Dans certains immeubles privés à appartements, les syndicats avaient coupé le chauffage car certains résidents ne pouvaient plus payer la facture. En ce qui concerne le gaz et l'électricité, un approvisionnement minimum doit toujours être garanti. Selon le secrétaire d'État à l'Énergie, M. Wathelet, il serait possible d'instaurer une interdiction de couper l'approvisionnement en gaz et en électricité puisque les pouvoirs publics sont un partenaire de ces gestionnaires de réseau. On ne pourrait pas le faire, en revanche, pour l'approvisionnement en mazout de chauffage car il s'agit de fournisseurs indépendants. L'intervenante demande avec insistance à Mme De Block de s'attaquer à ce problème, conjointement avec les ministres Vande Lanotte et Wathelet. Les prix de l'énergie ne baisseront pas, bien au contraire. C'est pourquoi ces problèmes risquent fort de se reproduire l'hiver prochain si rien n'est entrepris.

Les demandes auprès du Fonds social chauffage sont passées de 120 000 à 150 000. Selon le directeur du Fonds, le principal problème à cet égard est le fait de devoir déboursier la somme en une fois. La solution serait peut-être d'instaurer le paiement étalé de manière à permettre aux personnes qui se chauffent au mazout de payer leur facture en plusieurs fois. La secrétaire d'État est-elle favorable à cette proposition ?

M. du Bus de Warnaffe constate que la pauvreté est plus que jamais un grand sujet de société vu la crise que nous connaissons aujourd'hui. C'est aussi la première fois que l'on se rend compte à ce point que la pauvreté s'alimente de facteurs relevant de nombreuses autres politiques.

Les inégalités en matière de santé sont énormes. L'accessibilité aux soins de santé est directement liée à la situation économique.

L'emploi, la formation, l'énergie, le logement, la petite enfance et la jeunesse sont autant de politiques concernées. La secrétaire d'État se trouve au carrefour de politiques transversales (niveau fédéral) et verticales (entités fédérées, niveau fédéral et niveau européen). L'enjeu majeur consiste à animer cette position centrale de manière à atteindre l'objectif particulièrement ambitieux d'extraire 380 000 personnes de la pauvreté d'ici 2020. Comment et à quel rythme la secrétaire d'État a-t-elle l'intention de réunir les

Mevrouw Talhaoui is geïntrigeerd door het concept van solidair wonen. De staatssecretaris heeft het over vrouwen die vluchten, gehandicapten en ex-gevangenen. Is dit een nieuw concept of is het aanvullend bij de initiatieven die voordien voor die groepen werden voorzien ?

Tijdens de winterpiek waren er heel wat schrijnende situaties omwille van een energieprobleem. In sommige privé-appartementsblokken hadden syndici de verwarming afgezet omdat bepaalde bewoners de factuur niet konden betalen. Voor gas en elektriciteit geldt dat steeds een minimum levering moet gegarandeerd worden. Volgens de staatssecretaris voor Energie, de heer Wathelet, is het voor gas en elektriciteit mogelijk een verbod op afsluiten in te voeren, omdat de overheid partner is van deze distributiebeheerders. Voor de stookolietoevoer is dat onmogelijk omdat het over zelfstandige leveranciers gaat. Spreekster vraagt mevrouw De Block met aandrang om dit probleem in overweging te nemen, samen met de ministers Vande Lanotte en Wathelet. De energieprijzen zullen niet dalen, integendeel, en dus is de kans groot dat deze problemen zich volgende winter weer zullen voordoen als er niets gebeurt.

De aanvragen bij het Sociaal verwarmingsfonds zijn gestegen van 120 000 naar 150 000. Volgens de directeur van het fonds is het grootste probleem het geld ineens op te hoesten. Hiervoor zou een gespreide betaling een oplossing kunnen zijn, zodat mensen die met stookolie verwarmen hun kosten kunnen spreiden. Is de staatssecretaris dit voorstel genegen ?

De heer du Bus de Warnaffe stelt vast dat door de crisis die we vandaag meemaken armoede meer dan ooit een groot maatschappelijk thema is. Het is ook voor het eerst dat men er zich rekenschap van geeft hoezeer armoede gevoed wordt door factoren die tot talrijke andere beleidsgebieden behoren.

De ongelijkheid inzake gezondheid is enorm. Toegang tot gezondheidszorg heeft rechtstreeks met de economische toestand te maken.

Werkgelegenheid, opleiding, energie, huisvesting, kinderen en jeugd zijn beleidsgebieden die ermee te maken hebben. De staatssecretaris staat op het kruispunt van transversale (federaal niveau) en verticale beleidsgebieden (deelgebieden, federaal niveau en Europees niveau). Het komt er vooral op aan van die centrale positie gebruik te maken om een zeer ambitieus doel te bereiken: tegen 2020 380 000 mensen uit de armoede halen. Hoe en tegen welk tempo wil de staatssecretaris de interministeriële

conférences interministérielles afin de définir et concrétiser les pistes qu'elle a évoquées ?

La pauvreté interpelle aussi l'échelon communal, en particulier via les CPAS. La réforme en matière d'emploi et d'allocations de chômage aura des répercussions sur la situation des CPAS. Quel type de compensation est prévue ? Comment s'organise la concertation actuellement ?

L'accord de gouvernement prévoit que « sous réserve d'une concertation avec les Régions, en cas d'octroi du revenu d'intégration sociale, les CPAS auront l'obligation d'activer le bénéficiaire en l'inscrivant au service régional pour l'emploi. ». Un calendrier de concertation est-il prévu ? N'y a-t-il pas un risque de surcharger les services régionaux avec des personnes très éloignées du marché du travail et qui doivent d'abord surmonter leurs difficultés avant de pouvoir chercher sérieusement un emploi ?

Par ailleurs, selon la note de politique générale, « il demeure crucial de se soucier des personnes trop éloignées du marché de l'emploi pour accéder à une activation professionnelle. Pour elles, il est important que les CPAS soient encouragés à entreprendre des actions au niveau de l'activation sociale en les incitant à une participation sociale utile ». Qu'attend le pouvoir fédéral des cpas et des bénéficiaires quand il parle de participation sociale utile ? S'agit-il d'une forme de volontariat ou de bénévolat ? On sait que le sentiment d'utilité sociale participe fondamentalement à l'intégration des personnes.

La note prévoit également d'analyser la possibilité de regrouper le système de revenu d'intégration sociale et de l'aide sociale équivalente. Un calendrier de concertation est-il établi ? Comment se déroulerait le remboursement pour les CPAS alors que le taux de remboursement est différent pour l'aide sociale équivalente ?

Enfin, comme l'a souligné une intervenante précédente, le Sénat est particulièrement attentif à la lutte contre la fracture numérique. Le plan de lutte contre la fracture numérique 2011-2015 doit être arrêté en concertation avec les entités fédérées. Les mesures de lutte contre la fracture au deuxième degré sont-elles présentes dans ce plan ? Des formations seront-elles organisées dans les espaces numériques afin de toucher en particulier les jeunes ? Des mesures seront-elles prises pour lutter contre la fracture administrative qui pourrait découler de l'usage de plus en plus important de l'e-government ?

M. Brotchi estime que le volontariat constitue un axe important favorisant l'intégration. C'est la raison pour laquelle le groupe MR a co-signé, avec M. De Padt, une proposition de loi visant à adapter la loi relative au droit à l'intégration sociale (proposition de

conferenties samenbrengen om de mogelijkheden waarover ze het had, vast te leggen en concreet vorm te geven ?

Armoede houdt ook het gemeentelijk niveau bezig, vooral via de OCMW's. De hervorming inzake werkgelegenheid en werkloosheidsuitkeringen zal gevolgen hebben voor de OCMW's. In wat voor compensatie is er voorzien ? Hoe verloopt het overleg momenteel ?

In het regeerakkoord staat : « Onder voorbehoud van overleg met de gewesten zullen de OCMW's, ingeval van toekenning van het leefloon, verplicht zijn de begunstigde te activeren door hem in te schrijven bij de gewestelijke dienst voor arbeidsvoorziening. ». Bestaat er een tijdspad voor overleg ? Is er geen risico dat de gewestelijke diensten te zwaar worden belast met mensen die heel ver van de arbeidsmarkt staan en die eerst hun problemen moeten overwinnen voor ze ernstig naar een baan kunnen zoeken ?

Overigens staat in de algemene beleidsnota : « Daarnaast is het ook cruciaal om aandacht te hebben voor diegenen bij wie professionele activering niet lukt omdat ze te veraf staan van de arbeidsmarkt. Voor hen is het belangrijk dat OCMW's worden aangemoedigd om acties te ondernemen op het vlak van sociale activering door hen tot nuttige sociale participatie aan te zetten. ». Wat verwacht de federale overheid van de OCMW's en van de begunstigten wanneer zij het over nuttige sociale participatie heeft ? Gaat het om een vorm van vrijwilligerswerk ? Men weet dat het gevoel maatschappelijk nuttig te zijn fundamenteel bijdraagt tot de integratie van mensen.

De nota bepaalt ook dat de mogelijkheid zal worden onderzocht om de stelsels van het leefloon en van het equivalent leefloon te integreren. Is er een tijdspad voor het overleg vastgelegd ? Hoe zal de terugbetaling voor de OCMW's verlopen ? Het terugbetalingspercentage voor het equivalente leefloon is immers niet hetzelfde.

Zoals een vorige spreker heeft onderstreept heeft ten slotte, besteedt de Senaat speciaal aandacht aan het bestrijden van de digitale kloof. Het plan ter bestrijding van de digitale kloof 2011-2015 moet in overleg met de deelgebieden worden opgesteld. Zullen in dat plan maatregelen tegen de kloof in de tweede graad staan ? Zullen er opleidingen worden georganiseerd in de openbare computerruimtes, om vooral de jongeren te bereiken ? Zullen er maatregelen worden getroffen ter bestrijding van de administratieve kloof die kan ontstaan door het in belang toenemende e-government ?

De heer Brotchi vindt vrijwilligerswerk een belangrijke stimulans tot integratie. Om die reden heeft de MR-fractie samen met de heer De Padt een wetsvoorstel ondertekend (Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op

loi modifiant la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, doc. Sénat, n° 5-654/1) afin que le volontariat soit considéré comme une option offrant des perspectives pour bénéficier d'un revenu d'intégration. Quelles sont les intentions de la secrétaire d'État en la matière? Compte-t-elle donner une place plus importante au volontariat?

La note de politique parle d'intensifier la lutte contre la fraude sociale. Pour s'assurer que les moyens disponibles soient bien orientés vers les personnes qui en ont besoin, la secrétaire d'État utilisera les moyens disponibles pour lutter contre la fraude sociale. « Dans ce cadre spécifique, une réflexion se tiendra à court terme afin de pouvoir y apporter les réponses adéquates. » La réflexion a-t-elle été entamée? Quelles orientations vont-elles être prises? De quelles pistes dispose-t-on?

Dans le cadre de l'actualisation du plan de lutte contre la pauvreté, il est prévu que « les dispositions légales pour lutter contre la pauvreté doivent être renforcées ». Dans ce contexte, l'exécution du plan sera actualisée et adaptée sur la base d'objectifs stratégiques et opérationnels. Quel est le timing fixé? Les objectifs stratégiques et opérationnels sont-ils définis à ce jour?

Selon la secrétaire d'État, il est indispensable de continuer à solliciter les experts du vécu qualifiés afin de bénéficier de leurs expériences. Combien d'experts du vécu compte-t-on en Belgique et l'intention est-elle d'engager des personnes supplémentaires?

En ce qui concerne les procédures de règlement collectifs de dette et de recouvrement de dettes à l'amiable, la secrétaire d'État a-t-elle l'intention de se concerter avec la ministre des Indépendants pour aborder en particulier la situation de ceux-ci et peut-elle indiquer les mesures envisagées?

On peut lire dans la note la volonté de poursuivre la simplification administrative au profit des bénéficiaires des CPAS et de veiller à ce que les CPAS soient déchargés des compétences relevant d'autres instances. Quelles compétences vise-t-on?

La secrétaire d'État souhaite améliorer les statistiques concernant les bénéficiaires des CPAS. Quels sont les outils existant déjà et de quelles données dispose-t-on?

Combien de personnes bénéficient-elles actuellement de l'exonération socioprofessionnelle?

Quels critères devraient être retenus pour définir l'habitat solidaire? Que suggérait l'étude réalisée en 2006, dont fait état la note de politique?

Puisque de nombreuses questions ont déjà été posées par des collègues, Mme Lijnen abordera seulement certains points plus particulièrement. Le

maatschappelijke integratie, stuk Senaat, nr. 5-654/1) om vrijwilligerswerk te beschouwen als een optie met perspectief om een leefloon te genieten. Welke bedoelingen heeft de staatssecretaris terzake? Zal ze vrijwilligerswerk een groter belang toekennen?

In de beleidsnota is sprake van het opvoeren van de strijd tegen sociale fraude. Om er zeker van te zijn dat de beschikbare middelen georiënteerd worden naar de mensen die ze nodig hebben, zal de staatssecretaris de nodige middelen inzetten om sociale fraude te bestrijden. « In dit specifieke kader zal op korte termijn een reflectie gehouden worden teneinde gepaste antwoorden te kunnen bieden. » Is de reflectie al aangevat? Welke richting zal het uitgaan? Welke mogelijkheden zijn er?

Voor de actualisering van het plan armoedebestrijding is het volgende bepaald: « de wettelijke bepalingen voor de strijd tegen armoede moeten versterkt worden ». In die context zal de uitvoering van het plan geactualiseerd en aangepast worden op basis van beleids- en operationele doelstellingen. Welke timing werd hiervoor vastgelegd? Liggen de beleids- en operationele doelstellingen vandaag vast?

Volgens de staatssecretaris is het noodzakelijk dat men een beroep blijft doen op opgeleide ervaringsdeskundigen om voordeel te halen uit hun ervaringen. Hoeveel ervaringsdeskundigen zijn er in België en is het de bedoeling meer mensen aan te werven?

Ligt het in de bedoeling van de staatssecretaris om voor de collectieve schuldbemiddeling en voor de minnelijke schuldinvordering overleg te plegen met de minister van Middenstand om de situatie van de zelfstandigen in het bijzonder te bespreken en kan ze zeggen welke maatregelen zij overweegt?

In de nota kan men de wil lezen om de administratieve vereenvoudiging voor de OCMW-steuntrekkers voort te zetten en erop toe te zien dat de OCMW's worden verlost van bevoegdheden die onder andere instanties vallen. Over welke bevoegdheden gaat het?

De staatssecretaris wenst de statistieken over de OCMW-steuntrekkers te verbeteren. Welke middelen bestaan er al en over welke gegevens beschikt men?

Hoeveel personen genieten momenteel de vrijstelling voor professionele inschakeling?

Welke criteria moeten worden vooropgesteld om het solidair wonen te definiëren? Wat stond in het onderzoek van 2006, dat in de beleidsnota wordt vermeld?

Vermits al veel vragen door collega's werden gesteld, zal mevrouw Lijnen slechts op enkele punten iets specifieker ingaan. Een eerste punt betreft de

premier point concerne l'économie sociale. La note de politique générale évoque le passage vers l'économie régulière et souligne son importance. Il s'agit effectivement d'un élément essentiel, car il empêche l'enlèvement de l'économie sociale. Parallèlement à ce passage externe vers le marché du travail régulier, Mme Lijnen souhaite savoir ce qui est prévu à propos du passage interne. Cet aspect sera-t-il également pris en considération? Quelles mesures concrètes sont possibles en la matière? Une garantie de retour est-elle prévue? Pareille garantie rassure les personnes désireuses d'entrer sur le marché du travail régulier; elles savent ainsi qu'en cas d'échec, elles peuvent retourner à l'économie sociale.

Par ailleurs, il est essentiel de coopérer surtout avec des employeurs engagés. Cet engagement suppose un changement des mentalités, car le circuit du travail régulier n'a pas toujours eu par le passé une bonne image de l'économie sociale. Les mesures qui ont été prises au niveau flamand peuvent, elles aussi, contribuer à corriger cette image négative. L'accompagnement sur le lieu de travail est un élément capital au sein de l'économie régulière. Comment la secrétaire d'État compte-t-elle induire ce changement de mentalité, afin que les employeurs soient incités à engager des personnes de cette manière?

Ensuite, Mme Lijnen voudrait présenter les points qui constituent, selon elle, les principaux défis dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. L'énergie est certainement un point important, mais qui ne relève évidemment pas directement de la compétence de Mme De Block. La collaboration et la coordination avec les différents ministres compétents constituent un élément essentiel qui représente l'un des plus grands défis des prochains mois et des prochaines années. Le deuxième point concerne l'endettement, qui doit faire l'objet d'une grande attention. Tout le monde sait que les personnes qui ont recours à la médiation de dettes ou qui sont enclines à contracter beaucoup de dettes, sont tentées par les nombreuses possibilités de crédit facile qu'on leur propose partout. À cet égard, il est nécessaire d'agir préventivement et proactivement pour éviter que de plus en plus de personnes ne s'endettent. Le troisième point porte sur la nourriture saine à un prix abordable. Les nombreuses visites à domicile que Mme Lijnen effectue lui font prendre conscience que la nourriture malsaine est souvent bien moins chère que la nourriture saine. Cet aspect ne relève pas non plus directement de la compétence de Mme De Block, mais l'intervenante estime qu'il est essentiel que les personnes vivant dans la pauvreté aient accès à de la nourriture saine.

Mme Morreale invite la secrétaire d'État à adapter la réglementation relative à l'allocation de chauffage pour les personnes en difficulté. En effet, l'un des critères pour pouvoir bénéficier de l'intervention du Fond social chauffage est que le logement doit être chauffé à l'électricité, au gaz naturel, au mazout de

sociale économie. De beleidsnota gaat in op de doorstroming en benadrukt het belang van de doorstroming naar de reguliere economie. Dit is inderdaad essentieel omdat het ervoor zorgt dat de sociale economie niet dichtslibt. Naast die externe doorstroming naar de reguliere arbeidsmarkt wil mevrouw Lijnen graag weten wat de intenties zijn met de interne doorstroming. Zal daar ook aandacht voor komen? Welke concrete maatregelen zijn daarrond mogelijk? Wordt er voorzien in een terugkeergarantie? Dergelijke garantie stelt mensen gerust die de stap naar de reguliere arbeidsmarkt willen zetten. Ze weten immers dat indien het niet werkt, ze opnieuw naar de sociale economie kunnen terugkeren.

Daarnaast is het essentieel om vooral met geëngageerde werkgevers samen te werken. Dit vergt een mentaliteitswijziging omdat het reguliere arbeidscircuit in het verleden niet altijd op een correcte manier naar de sociale economie keek. Ook de maatregelen die op Vlaams niveau werden genomen kunnen hieraan een halt roepen. Werkvloerbegeleiding is essentieel binnen de reguliere economie. Op welke manier zal de staatssecretaris ervoor zorgen dat deze mentaliteitswijziging er komt zodat werkgevers ertoe aangezet worden mensen op die manier in te schakelen.

Vervolgens wil mevrouw Lijnen graag de punten geven die voor haar de grootste uitdagingen zijn in het kader van armoedebestrijding. Energie is zeker een belangrijk punt, maar valt natuurlijk niet rechtstreeks onder de bevoegdheid van mevrouw De Block. Samenwerking en coördinatie met de verschillende bevoegde ministers is essentieel en vormt één van de grootste uitdagingen van de komende maanden en jaren. Een tweede punt is de schuldenlast. Dit moet met grote aandacht opgevolgd worden. Het is algemeen bekend dat mensen die in schuldbemiddeling zitten of mensen die makkelijk veel schulden aangaan, gelokt worden door de vele mogelijkheden van makkelijk krediet die zij overal rondom zich zien. Hier is preventieve en pro-actieve actie nodig om te beletten dat steeds meer mensen in schulden terecht komen. Een derde punt is betaalbare gezonde voeding. Uit de vele huisbezoeken die mevrouw Lijnen doet blijkt dat ongezonde voeding vaak veel goedkoper is dan gezonde. Ook dit is niet rechtstreeks de bevoegdheid van mevrouw De Block, maar het lijkt mevrouw Lijnen wel essentieel dat personen die in armoede leven toegang krijgen tot gezonde voeding.

Mevrouw Morreale verzoekt de staatssecretaris de reglementering van de verwarmingstoelage voor personen in moeilijkheden aan te passen. Één van de voorwaarden om de tegemoetkoming van het Sociaal Stookoliefonds te genieten, is immers dat de woning verwarmd wordt met elektriciteit, aardgas, stookolie,

chauffage, au pétrole lampant ou au gaz propane en vrac. Le Fonds n'intervient donc pas pour le chauffage au gaz naturel par raccordement au réseau de distribution de ville, au gaz propane en bouteille et au gaz butane en bouteille.

Or, la membre a connaissance de logement sociaux desservis par le gaz via des canalisations souterraines. Sont aussi concernées les personnes vivant dans des chalets ou caravanes, au départ à vocation touristique, mais dans lesquels elles se sont établies durablement par manque de moyens financiers. Ces personnes se chauffent souvent au moyen gaz en bouteilles.

La situation ne concerne pas un grand nombre de personnes et l'adaptation de la réglementation ne remettrait certainement pas en cause l'équilibre du Fonds social. Le public visé et l'objectif d'accorder une aide aux personnes en situation de précarité seraient mieux rencontrés.

Mme Winckel assure la secrétaire d'État du soutien du groupe PS dans la poursuite de son objectif ambitieux. Elle partage aussi la conviction que la collaboration entre tous les niveaux de pouvoir est essentielle.

La membre constate que beaucoup de missions nouvelles seront confiées aux CPAS. Elle attire l'attention sur la nécessité de prévoir des moyens financiers supplémentaires pour pouvoir atteindre les objectifs.

La politique d'aide aux personnes fragilisées s'appuiera énormément sur le Fonds social européen. La secrétaire d'État peut-elle donner des précisions sur les mesures concrètes qui seront prises pour assouplir les critères de sélection des projets 2012? La membre aimerait connaître les projets retenus dès cette année et qui compléteront les 71 projets d'activation déjà soumis par le FSE en 2011.

Quand les résultats de l'étude relative aux étudiants et aux cpas sont-ils attendus et que compte faire la secrétaire d'État à ce moment?

La secrétaire d'État accorde beaucoup d'importance à l'accès au logement pour les plus vulnérables. La création d'un Fonds de garantie locative est très intéressante et la membre aimerait obtenir davantage de détails.

Enfin, la RTBF a organisé récemment une opération de solidarité, à l'occasion de laquelle on a pu découvrir que beaucoup de gens n'osaient pas franchir la porte d'un CPAS. La membre plaide pour que les CPAS puissent être plus proactifs et détecter les personnes en difficulté.

Mme Sleurs attache elle aussi de l'importance à ce que la lutte contre la pauvreté soit menée correctement. Elle aimerait soumettre trois points à la secrétaire d'État. Un premier point concerne la lutte

verwarmingspetroleum of bulkpropaangas. Het Fonds komt dus niet tegemoet voor verwarming met aardgas via aansluiting op een stadsdistributienet, of met propaangas en butaangas in gasflessen.

Het lid heeft weet van sociale woningen die gas aangeleverd krijgen via ondergrondse leidingen. Het gaat ook om mensen die in chalets en caravans wonen die aanvankelijk toeristische doeleinden hadden, maar waarin ze zich bij gebrek aan financiële middelen bestendig gevestigd hebben. Die mensen verwarmen zich vaak met flessengas.

Het gaat niet over veel mensen en de aanpassing van de reglementering brengt zeker het evenwicht van het sociaal fonds niet in gevaar. De doelgroep en de doelstelling om mensen in nood te helpen, zullen beter worden bereikt.

Mevrouw Winckel verzekert de staatssecretaris van de steun van de PS-fractie in het nastreven van haar ambitieus doel. Ze deelt ook de overtuiging dat samenwerking tussen alle bevoegdheidsniveaus essentieel is.

Het lid stelt vast dat de OCMW's heel wat nieuwe taken krijgen. Ze wijst erop dat in bijkomende financiële middelen moet worden voorzien om de doelstellingen te verwezenlijken.

Het beleid voor hulp aan kwetsbare personen zal in hoge mate op het Europees Sociaal Fonds steunen. Kan de staatssecretaris meer informatie geven over de concrete maatregelen die zullen worden genomen om de selectiecriteria voor de projecten van 2012 te versoepelen? Het lid wenst te weten welke projecten dit jaar gekozen werden en die bij de eenenzeventig activeringsprojecten zullen worden gevoegd die het ESF in 2011 al heeft voorgedragen.

Wanneer worden de resultaten verwacht van het onderzoek over studenten en OCMW's en wat denkt de staatssecretaris dan te doen?

De staatssecretaris hecht veel belang aan de toegang tot huisvesting voor de meest kwetsbaren. De oprichting van een huurwaarborgfonds is heel interessant en het lid verkreeg daar graag meer details over.

Onlangs organiseerde de RTBF een solidariteitsactie waarbij duidelijk werd dat heel wat mensen uit drempeelvrees geen beroep doen op het OCMW. Het lid pleit ervoor dat de OCMW's proactiever worden en mensen in moeilijkheden gaan opsporen.

Ook voor senator Sleurs is het belangrijk dat de strijd tegen armoede goed gevoerd wordt. Zij wil de staatssecretaris drie korte punten voorleggen. Een eerste punt betreft de bestrijding van de sociale fraude,

contre la fraude sociale, qui a déjà été évoquée par d'autres collègues. La collaboration menée avec M. Crombez a-t-elle déjà débouché sur des accords concrets ?

Un deuxième point concerne la fracture numérique, en particulier la seconde fracture numérique. Quelles sont les mesures concrètes proposées à cet égard par la secrétaire d'État ? De nombreux plans sont évoqués dans la note de politique générale, mais comment la secrétaire d'État envisage-t-elle concrètement la formation à l'utilisation d'un ordinateur ?

Un troisième point concerne le groupe de travail sur le rapport social électronique. Quel est l'état de la situation ? Des résultats ont-ils déjà été obtenus ? Quand ces résultats seront-ils concrétisés ?

B. Réponses de la secrétaire d'État

Mme De Block remercie les sénateurs de leurs nombreuses questions et observations.

Elle attire l'attention de Mme Franssen sur le fait que la note de politique générale reprend un grand nombre de points de la proposition de résolution relative à la lutte contre la pauvreté (doc. Sénat, n° 5-254/1 et suiv.).

Pour ce qui est des objectifs intermédiaires, la secrétaire d'État se réfère au rapport social national et au programme national de réforme, qui comprennent toute une série de données chiffrées et qui seront rendus publics dans les prochaines semaines par le SPF Intégration sociale. Il est vrai que mesurer, c'est savoir, et les instruments pour ce faire ont déjà été développés au sein de l'administration.

La simplification et l'accélération de l'octroi du statut OMNIO devraient être réalisées durant la période estivale.

L'administration a presque terminé le plan de lutte contre la pauvreté infantile, dont plusieurs sénateurs se sont enquis. Ce plan sera mis à disposition après avoir été examiné avec la ministre.

La problématique des allocations d'attente pour les jeunes au sortir des études et celle de la dégressivité des allocations de chômage auront un impact budgétaire, et ce tant sur le budget de la ministre de l'Emploi que sur celui de Mme De Block. La secrétaire d'État a déjà exposé la situation au ministre du Budget. Un transfert de moyens devra être opéré d'un budget à l'autre. Des ajustements devront naturellement être apportés une fois que l'impact des mesures en question sera connu. Mme De Block a demandé un budget supplémentaire, car il y a lieu d'envisager une augmentation du nombre de chômeurs compte tenu de la croissance économique quasi nulle.

dat ook door collega's reeds werd aangehaald. Zijn er door de samenwerking met de heer Crombez al concrete afspraken tot stand gekomen ?

Een tweede punt betreft de digitale kloof, in het bijzonder de tweede digitale kloof. Welke concrete maatregelen stelt de staatssecretaris hier voor ? In de beleidsnota staan veel plannen, maar hoe denkt zij concreet aan de opleiding van het gebruik van de computer ?

Een derde punt betreft de werkgroep over het elektronisch sociaal verslag. Hoe staan daar de zaken ? Zijn er al resultaten ? Wanneer zullen deze resultaten geïmplementeerd worden ?

B. Antwoorden van de staatssecretaris

Mevrouw De Block dankt de senatoren voor hun talrijke vragen en opmerkingen.

Zij wijst er mevrouw Franssen op dat veel punten van het voorstel van resolutie betreffende de armoedebestrijding (stuk Senaat, nr. 5-254/1 e.v.) teruggevonden kunnen worden in de beleidsnota.

Wat betreft tussentijdse streefcijfers verwijst mevrouw De Block naar het Nationaal sociaal rapport en het Nationaal Hervormingsprogramma, die in de eerstvolgende weken door de FOD Maatschappelijk Integratie bekendgemaakt zullen worden en een heel aantal cijfers zullen bevatten. Meten is inderdaad weten, en binnen de administratie zijn die instrumenten al ontwikkeld.

De timing voor de vereenvoudiging en versnelling van de toekenning van het OMNIO-statuuut is voorzien rond de zomertijd.

Het kinderarmoedeplan, waarnaar verschillende senatoren vroegen, is bijna afgewerkt door de administratie. Na de bespreking ervan met de minister zal het beschikbaar gesteld worden.

De problematiek van de wachtuitkeringen voor schoolverlaters en de problematiek van de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen zal een budgettaire impact hebben, zowel op het budget van de minister van Werk, als op dat van mevrouw De Block. Dit werd door de staatssecretaris al aangekaart bij de minister van begroting. Er zal een transfer van middelen moeten plaatsvinden van de ene begroting naar de andere. Uiteraard zal er moeten bijgestuurd worden eenmaal blijkt hoever de impact van deze maatregelen reikt. Mevrouw De Block heeft een bijkomend budget gevraagd omdat er, gelet op de nagenoeg onbestaande economische groei, rekening moet gehouden worden met een stijging van het aantal personen in werkloosheid.

Une concertation a déjà été planifiée à deux reprises avec la ministre de l'Emploi, mais elle a chaque fois dû être reportée en raison de circonstances imprévues. Il faut espérer que le troisième rendez-vous, prévu la semaine prochaine, pourra bel et bien avoir lieu. Entre-temps, des contacts ont naturellement été établis entre les deux cabinets, mais il n'y a pas encore eu de véritable concertation sur un certain nombre de points, notamment la recherche d'emplois durables et l'intégration d'un maximum de personnes employées sous le régime des articles 60 et 61 dans le circuit régulier du travail. Le transfert de ces articles dans le cadre de la réforme de l'État doit également être réglé en concertation par les deux ministres.

Le nombre de travailleurs pauvres dans notre pays est assez faible : à peine 0,1 % des travailleurs seraient concernés. Cette situation est incontestablement liée au fait que nous possédons un bon système social en ce qui concerne les salaires minimums ainsi qu'une importante représentation syndicale qui veille au grain.

L'étude réalisée sur les étudiants, qui sollicitent de plus en plus l'aide du CPAS, sera normalement terminée la semaine prochaine et ses résultats démontreront certainement son utilité. La moitié des jeunes qui demandent un revenu d'intégration afin de pouvoir poursuivre leurs études ne possèdent pas encore de diplôme de l'enseignement secondaire au moment où ils introduisent leur demande. Ils doivent donc en priorité essayer d'en obtenir un. Un tiers des étudiants sont dans l'enseignement supérieur complémentaire. Bien entendu, il faut d'abord décrocher un diplôme de base si on veut avoir une chance d'être engagé sur le marché du travail.

L'évaluation des experts du vécu aura lieu cette semaine. Les demandes de participation sociale et culturelle transitent par les CPAS. D'aucuns ont fait remarquer à juste titre que l'on pouvait collaborer avec d'autres institutions à d'autres niveaux. C'est déjà possible actuellement. Les CPAS sont les « réalisateurs ». Ils demandent les moyens par le biais de projets et peuvent décider eux-mêmes avec qui ils collaborent. La réglementation y afférente existe déjà.

Plusieurs intervenants se sont référés au plan de lutte contre la fracture numérique. Ce plan a permis de mettre davantage d'ordinateurs, notamment des ordinateurs de seconde main, à la disposition des ménages chez eux, à leur domicile. Dans certains espaces publics tels que des bibliothèques et des centres culturels, des locaux informatiques peuvent également être utilisés par les personnes qui ne disposent pas d'un ordinateur chez elles. Il ressort clairement de l'évaluation qu'il faut davantage de formations et que l'élaboration de celles-ci doit être organisée en collaboration avec les entités fédérées; il faudra par exemple vérifier s'il y a lieu de prendre des mesures spécifiques en matière de recherche d'emploi ou de

Overleg met de minister van Werk werd al twee maal gepland, maar is telkens wegens onvoorziene omstandigheden uitgesteld. Hopelijk zal de derde afspraak, die voor volgende week gepland staat, wel kunnen doorgaan. Ondertussen vonden natuurlijk wel contacten plaats tussen beide kabinetten, maar nog geen echt overleg over een aantal punten, zoals het streven naar duurzame jobs en het maximaal doorstromen van de personen onder artikel 60 en 61. Ook de overheveling van die artikels voor de staatshervorming moet door beide ministers samen gebeuren.

Het aantal werkende armen valt in ons land nogal mee. Slechts 0,1 % van de werkenden zou arm zijn. Dit is ongetwijfeld te danken aan ons goed sociaal systeem wat betreft de minimumlonen en een hoge syndicale vertegenwoordiging die nauwlettend toeziet op de toepassing ervan.

De studie over de studenten die steeds vaker beroep doen op het OCMW is normaal gezien volgende week klaar en zal zeker zijn nut bewijzen. De helft van die jonge mensen hebben, op het moment dat zij een leefloon vragen om te kunnen verder studeren, nog geen diploma secundair onderwijs. Zij moeten daar dus eerst aan beginnen. Een derde van de studenten zit in aanvullend hoger onderwijs. Natuurlijk moeten zij eerst een basisdiploma hebben om kansen te hebben op de arbeidsmarkt.

De evaluatie van ervaringsdeskundigen vindt deze week plaats. De aanvragen voor sociale en culturele participatie gaan via de OCMW's. Er werd terecht opgemerkt dat er kan samengewerkt worden met andere instellingen op andere niveaus. Dat is nu al mogelijk. De OCMW's zijn de regisseurs. Zij vragen via projecten de middelen aan en zij mogen zelf beslissen met wie ze samenwerken. Deze regelgeving bestaat al.

Verschillende sprekers verwezen naar het plan ter bestrijding van de digitale kloof. Dit plan heeft gezorgd voor meer beschikbare computers, onder andere tweedehandscomputers bij gezinnen thuis. Ook in openbare ruimtes zoals bibliotheken en culturele centra zijn computerruimtes ter beschikking voor personen die thuis geen computer hebben. Na de evaluatie is het duidelijk dat er nood is aan meer vorming en de ontwikkeling hiervan moet in samenwerking met de deelstaten gebeuren, door bijvoorbeeld na te gaan of er specifiek inzake sollicitaties of sociale rechten gewerkt moet worden. Dit zal nu een aandachtspunt worden. De bestrijding van de digitale kloof bij de senioren is goed verlopen, alhoewel het

droits sociaux. Cela constituera désormais un point d'attention. La lutte contre la fracture numérique chez les seniors s'est bien déroulée, même si l'utilisation de l'ordinateur chez cette catégorie de personnes a en général une autre fonction et rencontre davantage un besoin social et culturel.

Mme De Block est d'accord avec Mme Zrihen sur le fait que le défi qu'elle a à relever est immense. Il n'est pas simple de préserver des personnes de la pauvreté alors qu'une importante crise économique fait rage. Pour y parvenir, il faudra s'y employer sans ménager ses efforts. Certains points, comme l'alimentation à l'école ou à la maison, relèvent effectivement de la responsabilité des entités fédérées. Le plan de lutte contre la pauvreté infantile est élaboré en concertation avec les Communautés. Pour ce qui est du plan de lutte contre la fracture numérique, il a été pris contact avec l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) et le SPF Économie.

Les CPAS sont libres d'utiliser l'enveloppe affectée à l'intégration socioculturelle pour financer l'acquisition d'ordinateurs pour certains ménages ou, par exemple, l'organisation de cours visant à permettre à des enfants de faire leurs devoirs sur ordinateur. Le CPAS peut lui-même apprécier ce qu'il estime être le plus indiqué pour une famille déterminée.

Le Fonds social Mazout reçoit à l'heure actuelle beaucoup plus de demandes qu'auparavant, ce qui démontre l'existence de réels problèmes. Il a été demandé au Fonds Mazout de réaliser une étude sur l'opportunité de permettre des paiements échelonnés. Il ne s'agit en l'occurrence pas d'une demande nouvelle, mais les distributeurs n'étaient jusqu'à présent pas disposés à y accéder. Ils veulent, et c'est bien compréhensible, avoir la certitude d'être payés en cas de paiement échelonné. Un échelonnement du paiement permettrait cependant de remédier à beaucoup de situations de détresse. En effet, actuellement, certaines personnes reportent sans cesse l'achat de mazout et finissent par se retrouver avec une cuve vide lors d'une chute brutale des températures. La secrétaire d'État a transmis la semaine dernière une demande pour la réalisation d'une étude. L'échelonnement des paiements pour le gaz, l'électricité et l'eau est déjà possible, et Mme De Block pense que cela s'avérera également nécessaire pour les factures de mazout.

Les femmes sont victimes de violences intrafamiliales. Il s'agit d'un problème majeur, qui est également lié à la pauvreté en général et à la pauvreté infantile en particulier. Il va de soi que la secrétaire d'État ne peut pas résoudre seule tous ces problèmes. Cette problématique relève aussi de la compétence de la ministre chargée de l'Égalité des chances. Mme De Block est persuadée qu'il sera possible de trouver des convergences.

gebruik van de computer bij senioren in het algemeen een andere functie heeft doordat het een meer sociale en culturele behoefte vervult.

Mevrouw De Block is het eens met mevrouw Zrihen dat zij voor een enorme uitdaging staat. Mensen behoeden voor armoede op een ogenblik dat er een grote economische crisis woekert is niet eenvoudig. Er zal zeer hard gewerkt moeten worden om dit resultaat te verkrijgen. Bepaalde punten vallen inderdaad onder de verantwoordelijkheid van de deelstaten, zoals voeding op school of thuis. Het plan tegen kinderarmoede wordt opgesteld in overleg met de gemeenschappen. Voor het plan inzake de strijd tegen de digitale kloof werd contact opgenomen met het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (BIPT) en de FOD Economie.

Het staat de OCMW's vrij om de enveloppe voor de sociaal-culturele integratie te gebruiken om computers voor gezinnen te financieren, of bijvoorbeeld lessen zodat kinderen hun huiswerk op de computer kunnen maken. Het OCMW mag zelf beoordelen wat voor een bepaald gezin het meest aangewezen is.

Het Sociaal Stookoliefonds krijgt nu veel meer aanvragen dan vroeger. Dit toont aan dat er reële problemen zijn. Er werd aan het stookoliefonds gevraagd een studie uit te voeren over de opportuniteit van gespreide betalingen. Deze vraag is niet nieuw, maar tot nu toe waren de distributeurs daar niet toe bereid. Ze willen uiteraard zekerheid dat ze bij een gespreide betaling betaald zullen worden, wat begrijpelijk is. Een gespreide betaling zou echter veel miserie kunnen verhelpen omdat mensen momenteel de aankoop steeds uitstellen en dan bij plotse koude een lege tank hebben. Vorige week heeft de staatssecretaris de aanvraag om een studie uit te voeren doorgestuurd. Gespreide betaling is al mogelijk voor gas, elektriciteit en water en mevrouw De Block denkt dat het ook voor stookolie nodig zal blijken.

Vrouwen zijn slachtoffers van intrafamiliaal geweld. Dit is een groot probleem dat ook banden heeft met armoede en kinderarmoede. Natuurlijk kan de staatssecretaris al deze problemen niet op haar eentje oplossen. Deze problematiek valt ook onder de bevoegdheid van de minister bevoegd voor de Gelijke kansen. Mevrouw De Block is er van overtuigd dat het mogelijk zal zijn mekaar te vinden.

Les jeunes et les enfants qui grandissent dans des familles aussi vulnérables doivent être aidés le plus possible à l'intérieur même du cercle familial. Il est impératif qu'ils bénéficient d'une solide formation pour avoir de bonnes perspectives d'emploi car c'est la seule façon de rompre le cercle vicieux de la pauvreté intergénérationnelle. Cela doit se faire dans le respect de la vie privée et de l'identité culturelle d'une famille. Toutefois, une confiance mutuelle entre le CPAS et les familles est indispensable pour que l'aide aboutisse. Voilà pourquoi les visites à domicile sont si instructives. Elles peuvent par exemple mettre en exergue l'exiguïté du logement d'une famille nombreuse, qui fait que les enfants ont du mal à faire leurs devoirs. Dans ce cas, le travailleur social peut suggérer quelques interventions mineures réclamant peu de moyens, comme l'aménagement d'un coin tranquille où les enfants pourront faire leurs devoirs.

Mme Talhaoui a aussi abordé la problématique des sans-abri. La précédente vague de froid a mis en évidence l'explosion du nombre de sans-abri dans nos villes. Cette augmentation est due à de multiples raisons. Certaines personnes ont été expulsées de leurs logements parce qu'elles n'en payaient plus le loyer, d'autres sont en séjour illégal et survivent dans la rue. Des mesures ont été prises pour accueillir tout le monde, notamment un grand nombre de familles et des femmes avec des enfants en bas âge. Mme De Block reconnaît qu'il faut une réponse plus appropriée, mais le gel a mis en évidence un nombre beaucoup trop important de personnes sans logement. En été, le fait d'être sans toit pose moins de problèmes, mais même à cette saison, les sans-abri n'ont pas leur place dans la rue. Il s'agit d'un problème de taille et sa récurrence ne fait aucun doute.

Une concertation est absolument indispensable. Il convient de coordonner les plans politiques et d'orienter les efforts dans la même direction. Cette concertation a déjà eu lieu et est menée en continu au sein de l'administration. Mais la tâche sera rude car les Régions ont déjà fait la moitié du chemin qu'elles ont à parcourir, alors que le fédéral n'est encore que dans les starting-blocks. On collabore aussi avec l'Europe.

Un supplément de 17 millions d'euros a été demandé pour le pourcentage de remboursement du revenu d'intégration. Mme De Block ne sait naturellement pas si elle obtiendra ce budget, la question sera tranchée lors du prochain contrôle budgétaire.

Selon un sénateur, il faut parfois attendre longtemps pour toucher le revenu d'intégration alors que d'après les renseignements dont dispose Mme De Block, le remboursement par l'administration serait toujours effectué en fin de mois.

Actuellement, les CPAS sont déjà les plus grands utilisateurs de la banque-carrefour. Ils consomment

Jongeren en kinderen die in dergelijke kwetsbare gezinnen opgroeien, moeten maximaal binnen het gezin ondersteund worden. Het is belangrijk dat ze een goede opleiding krijgen en perspectief op werk hebben, want dit is de enige manier om de vicieuze cirkel van de intergenerationele armoede te doorbreken. Dit moet gebeuren met respect voor de privacy en van de culturele eigenheid van een gezin. Desalniettemin is wederzijds vertrouwen tussen het OCMW en het gezin essentieel om hulp te doen slagen. Daarom zijn de huisbezoeken zeer leerzaam. Daaruit kan bijvoorbeeld blijken dat een behuizing veel te klein is voor een kroostrijk gezin, waardoor het voor de kinderen moeilijk is hun huiswerk te maken. De maatschappelijk werker kan dan een paar kleine ingrepen realiseren die weinig middelen vragen, zoals het voorzien van een rustig hoekje om het huiswerk te maken.

Mevrouw Talhaoui bracht de problematiek van de daklozen te berde. Tijdens de voorbije koudegolf bleek dat het aantal daklozen in onze steden buiten proportie is. Daar zijn talrijke redenen voor. Sommige van die mensen werden uit hun huizen gezet omdat ze de huur niet meer betaalden, anderen bevinden zich in de illegaliteit en overleven op straat. Er werden maatregelen genomen om iedereen op te vangen, waaronder veel families en vrouwen met kleine kinderen. Mevrouw De Block meent dat er inderdaad correcter moet opgetreden worden, maar het vriesweer heeft aan het licht gebracht dat er eigenlijk veel te veel mensen geen dak boven het hoofd hebben. In de zomer stelt dat niet zo veel problemen, maar ook dan horen ze niet op straat. Dit grote probleem zal zeker nog aan de orde komen.

Overleg is absoluut noodzakelijk. De beleidsplannen moeten op elkaar afgestemd zijn en de neuzen in dezelfde richting staan. Dit overleg heeft plaatsgevonden en vindt nog steeds op continue basis plaats binnen de administratie. Het wordt niet vergemakkelijkt door het feit dat de regio's al halfweg hun af te leggen parcours staan en de federale regering er nog maar net aan begint. Ook met Europa wordt samengewerkt.

Er werd een extra bedrag van 17 miljoen euro gevraagd voor het terugbetalingspercentage van het leefloon. Mevrouw De Block weet natuurlijk niet of zij dit budget ook zal krijgen, dat zal blijken tijdens de begrotingscontrole.

Volgens een senator moet er soms lang gewacht worden om het leefloon te ontvangen, maar uit de inlichtingen van mevrouw De Block blijkt dat de terugbetaling vanuit de administratie telkens op het einde van de maand zou gedaan worden.

De OCMW's zijn nu al de grootste gebruikers van de kruispuntbank. Zij gebruiken 37 % van de stromen

37 % des flux générés au sein de celle-ci. Ils sont parfaitement en droit d'utiliser cet instrument.

L'économie sociale est principalement une compétence des Régions. Le pouvoir fédéral soutient encore quelques projets novateurs en accordant certaines subventions, mais il s'agit au fond d'une matière qui a déjà été transférée.

Il ressort du suivi des personnes employées dans le système de l'article 60 que 34 % d'entre elles auraient un emploi dans l'économie régulière au moment où elles cessent de relever de l'article 60. 84 % d'entre elles resteraient actives, mais pas toujours dans un emploi fixe. Il est vrai qu'une meilleure collaboration avec les services de placement est encore possible. Mme De Block pointe l'arrêté royal du 23 septembre 2004 déterminant l'intervention financière du centre public d'action sociale pour la guidance et l'accompagnement d'un ayant droit à l'intégration sociale ou une aide sociale financière visant sa mise à l'emploi en entreprise («arrêté royal 500 euros»). L'objectif de l'arrêté est d'aboutir, dans le cadre de la politique de l'emploi des CPAS, à une meilleure coordination entre les prestations des CPAS, d'une part, et celles des services régionaux de l'emploi et de la formation professionnelle, d'autre part. Le moyen utilisé pour y arriver est d'accorder une subvention forfaitaire au dispensateur de la formation ou de l'encadrement. Le CPAS reçoit un subside de 500 euros maximum qui est utilisé pour payer l'encadrement ou la formation par le FOREM ou un autre partenaire.

Pour les CPAS de grande taille, il peut être intéressant de mobiliser au niveau local les experts du vécu en pauvreté, mais Mme De Block craint que les CPAS de petite taille n'aient pas assez de moyens financiers pour ce faire. À l'heure actuelle, certains CPAS ont déjà de telles difficultés financières qu'ils ne parviennent pas à compléter leur cadre d'assistants sociaux.

L'habitat solidaire n'est pas nouveau et des projets de ce genre existent déjà à Bruxelles et à Sint-Niklaas. Il intéresse généralement des personnes disposant de faibles revenus et qui, financièrement, ne peuvent pas se permettre d'habiter seules. Le problème principal est que la législation sociale ne prend pas encore en compte la possibilité de l'habitat solidaire. Les allocations sociales sont souvent supprimées en cas de cohabitation avec une autre personne. La discussion est néanmoins en cours et il faudra bien entendu veiller également à éviter les utilisations abusives d'un tel système.

Mme Morreale a parlé de la vente de bouteilles de gaz propane. Mme De Block n'est pas au courant de ce problème. Elle a pris note de la question et s'informerait à ce sujet.

die binnen de Kruispuntbank gegenereerd worden. Het is absoluut terecht dat zij dit instrument gebruiken.

De sociale economie is grotendeels een bevoegdheid van de gewesten. De federale overheid ondersteunt nog een aantal innovatieve projecten en project-subsidies, maar dit is eigenlijk al een overgehevelde materie.

Uit de opvolging van de personen die in het systeem van artikel 60 zitten, blijkt dat 34 % een job zou hebben op het ogenblik dat zij niet meer onder artikel 60 vallen. 84 % zou actief blijven, maar niet altijd in een vaste job. Betere samenwerking met plaatsingsdiensten is inderdaad nog mogelijk. Mevrouw De Block wijst op het bestaan van het koninklijk besluit van 23 september 2004 tot vaststelling van de financiële tussenkomst vanwege het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor de begeleiding en de toeleiding van een gerechtigde op maatschappelijke integratie of een financiële maatschappelijke hulp naar een tewerkstelling in een onderneming. («koninklijk besluit 500 euro»). Deze maatregel beoogt in het kader van het werkgelegenheidsbeleid van de OCMW's te komen tot een betere afstemming tussen de dienstverlening van het OCMW enerzijds en dat van de regionale diensten voor arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding anderzijds. Dit wil men verwezenlijken door een forfaitaire subsidie te geven aan de verstrekker van de vorming, opleiding of begeleiding. Het OCMW ontvangt een subsidie van maximaal 500 euro waarmee de begeleiding of opleiding door de VDAB of een andere partner wordt betaald.

De ervaringsdeskundigen op lokaal niveau inzetten kan interessant zijn voor grote OCMW's, maar mevrouw De Block vreest dat het voor kleinere OCMW's financieel moeilijk haalbaar is. Bepaalde OCMW's hebben momenteel om financiële redenen al problemen om het kader voor sociale assistenten ingevuld te krijgen.

Solidair wonen bestaat al en in Brussel en Sint-Niklaas bestaan al dergelijke projecten. Het gaat meestal om personen met een laag inkomen voor wie alleen wonen duur is. Het probleem is vooral dat de sociale wetgeving nog geen rekening houdt met de mogelijkheid van solidair wonen. Een sociale uitkering valt vaak weg bij samenwoning met een andere persoon. De discussie is echter aan de gang en uiteraard moet er ook op toegezien worden dat er geen grote misbruiken van dergelijk systeem zouden komen.

Mevrouw Morreale sprak over de verkoop van gasflessen propaan. Mevrouw De Block is niet op de hoogte van dit probleem. Zij heeft de vraag genoteerd en zal er meer informatie over vragen.

Le président actuel de la conférence interministérielle est le ministre flamand Bourgeois. Mme De Block lui a demandé hier de fixer un agenda et une date pour une prochaine réunion. Elle présume que cela ne posera aucun problème.

M. Brotchi a demandé davantage d'attention et d'espace pour le volontariat. La secrétaire d'État y est favorable. Le volontariat augmente la cohésion entre les personnes de toutes cultures et de tous âges.

D'après Mme De Block, l'intérêt pour l'action préventive s'inscrit parfaitement dans le cadre des visites à domicile. Ces visites sont très utiles pour mettre à jour des situations de pauvreté cachée que les personnes ont peur de révéler. Bien entendu, elles doivent aller de pair avec le respect indispensable de la vie privée des familles.

Le plan stratégique doit être prêt pour cet été.

Actuellement, les administrations fédérales comptent vingt-quatre experts du vécu en pauvreté, mais onze recrutements supplémentaires sont encore prévus. La secrétaire d'État ne dispose pas d'autres données.

Mme Laruelle est compétente en ce qui concerne le statut social des travailleurs indépendants. Ce sont surtout les travailleurs indépendants qui ont peur de franchir la porte des CPAS. En effet, ils n'ont pas l'habitude de s'adresser au CPAS. Mme De Block insiste sur le fait que les CPAS n'apportent pas seulement un soutien financier, mais peuvent aussi aider à effectuer les démarches pour obtenir le statut Omnio. De nombreuses personnes ignorent en fait qu'elles y ont droit. Le statut Omnio est indépendant de celui de travailleur indépendant ou de salarié. Le CPAS peut aussi donner des conseils juridiques et assumer d'autres tâches.

La législation relative à l'immunisation des revenus socioprofessionnels à concurrence de 225,44 euros par mois pour une période ininterrompue de trois ans a été assouplie. La mesure sera étendue et sa durée sera portée de trois à six ans. La somme de 225 euros par mois est un stimulant décisif pour se mettre au travail. La mesure a bénéficié à 5 500 personnes en 2009, à 5 850 personnes en 2010, et à plus de 5 000 personnes en 2011 (le chiffre pour 2011 n'est pas encore définitif).

La secrétaire d'État souhaite que le suivi administratif des factures médicales soit dorénavant pris en charge par la caisse auxiliaire médicale. Cela déchargerait les CPAS de nombreuses tracasseries administratives. Le système actuel est complexe et n'offre pas de possibilité de contrôle.

De huidige voorzitter van de interministeriële conferentie is de Vlaamse minister Bourgeois. Mevrouw De Block heeft hem gisteren gevraagd een agenda en datum voor een volgende vergadering vast te leggen. Zij vermoedt dat dit geen enkel probleem zal zijn.

De heer Brotchi vroeg meer aandacht en meer plaats voor vrijwilligerswerk. De staatssecretaris is hier een voorstander van. Vrijwilligerswerk zorgt voor een grotere cohesie tussen personen van alle culturen en leeftijden.

Aandacht voor preventieve behandeling past volgens mevrouw De Block in het kader van de huisbezoeken. Deze bezoeken zijn zeer nuttig om verborgen armoede te zien want soms zijn mensen bang om te zeggen dat ze problemen hebben. Uiteraard moet dit gepaard gaan met het nodige respect voor de privacy van de gezinnen.

Het strategisch plan moet klaar zijn tegen de zomer van dit jaar.

Er zijn momenteel vierentwintig ervaringsdeskundigen in de federale administraties en er zullen er nog elf aangenomen worden. De staatssecretaris beschikt niet over andere cijfers.

Mevrouw Laruelle is bevoegd voor het sociaal statuut van zelfstandigen. Het zijn vooral zelfstandigen die bang zijn om naar het OCMW te stappen. Zij hebben immers niet de gewoonte om met het OCMW te werken. Mevrouw de Block wijst er op dat OCMW's niet enkel financiële steun geven, maar ook kunnen helpen om het Omnio-statuuut te krijgen, waarvan veel personen niet beseffen dat ze er eigenlijk recht op hebben. Het omnio-statuuut is onafhankelijk van het feit of men zelfstandige of werknemer is. Het OCMW kan ook juridisch advies geven en andere taken op zich nemen.

De wetgeving inzake de vrijstelling van sociaal-professionele inkomsten ten belope van 225,44 euro per maand voor een ononderbroken periode van drie jaar wordt versoepeld. De maatregel zal worden verlengd van drie naar zes jaar. Het bedrag van 225 euro per maand is een belangrijke stimulans om aan het werk te gaan. In 2009 betrof het 5 500 personen, in 2010 5 850 personen en in 2011 meer dan 5 000 personen (het cijfer voor 2011 is nog niet definitief).

De staatssecretaris wenst de administratieve afhandeling van de medische facturen voortaan met de medische hulpkas te regelen. Dit zou de OCMW's ontlasten van veel administratie. Het huidige systeem is complex en biedt geen controlemogelijkheid.

L'endettement des emprunteurs n'est pas le fruit du hasard. L'accumulation de crédits à des taux usuraires conduit naturellement les emprunteurs dans la spirale de l'endettement. Il faut donc que les pouvoirs publics prennent des mesures.

Mme Sleurs avait posé une question à propos de la collaboration concrète avec M. Crombez, secrétaire d'État à la Lutte contre la fraude sociale. M. Crombez a aussi demandé des moyens budgétaires supplémentaires. Lorsque la clarté aura été faite sur les moyens alloués et qu'on saura donc clairement quels plans pourront être mis en œuvre, une concertation concrète sera menée sur ces dossiers. Des collaborations seront mises en place si cela est réalisable.

Le groupe de travail « Rapport social électronique » a terminé son étude préliminaire et a ensuite introduit une demande auprès de la Commission de la protection de la vie privée. Un second cycle de concertations s'ouvrira lorsque cette dernière aura communiqué ses observations, après quoi l'étude pourra être finalisée.

La rapporteuse,
Nele LIJNEN.

La présidente,
Elke SLEURS.

De schuldenlast van de kredietnemers is er niet zomaar gekomen. Veel krediet nemen aan woekertarieven opent natuurlijk de poort naar de financiële problemen en daar moeten dus maatregelen tegen genomen worden.

Mevrouw Sleurs had een vraag over de concrete samenwerking met de heer Crombez, staatssecretaris van de bestrijding van de sociale fraude. Ook de heer Crombez heeft budgettaire middelen gevraagd. Eenmaal daar meer duidelijkheid rond is, en het dus duidelijk is welke plannen kunnen uitgewerkt worden, zal er concreet samengezeten worden rond de dossiers. Waar mogelijk zal er samengewerkt worden.

De werkgroep voor elektronisch sociaal verslag heeft de voorstudie afgewerkt, waarna een aanvraag gebeurde aan de privacycommissie. Na de opmerkingen van de privacycommissie komt een tweede overlegronde om vervolgens de studie af te ronden.

De rapporteur,
Nele LIJNEN.

De voorzitter,
Elke SLEURS.